



Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz  
Rue de l'Industrie 26-38  
1040 Bruxelles  
Tél.: 02/289.76.11  
Fax: 02/289.76.09

## COMMISSION DE REGULATION DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ

### **DECISION**

**(B)070913-CDC-711**

relative à la

*'demande d'approbation de la proposition de la S.A. Elia System Operator relative aux méthodes de gestion de la congestion et aux méthodes pour l'allocation aux responsables d'accès de la capacité disponible sur l'interconnexion Belgique Pays-Bas'*

prise en application des articles 180, §2, et 183, §2, de l'arrêté royal du 19 décembre 2002 établissant un règlement technique pour la gestion du réseau de transport d'électricité et l'accès à celui-ci

Le 13 septembre 2007

# INTRODUCTION

LA COMMISSION DE REGULATION DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ (CREG) examine ci-après, sur base des articles 180, §2, et 183, §2, de l'arrêté royal du 19 décembre 2002 établissant un règlement technique pour la gestion du réseau de transport d'électricité et l'accès à celui-ci (ci-après : le règlement technique), la proposition de la S.A. Elia System Operator (ci-après : Elia) relative aux méthodes de gestion de la congestion et aux méthodes pour l'allocation aux responsables d'accès de la capacité disponible sur l'interconnexion Belgique Pays-Bas, telles que modifiées.

L'article 180, §2, du règlement technique stipule que les méthodes de gestion de la congestion, ainsi que les règles de sécurité, sont notifiées à la CREG pour approbation par le gestionnaire du réseau.

L'article 183, §2, du règlement technique prévoit que les méthodes pour l'allocation aux responsables d'accès de la capacité disponible pour les échanges d'énergie avec les réseaux étrangers sont notifiées à la CREG pour approbation par le gestionnaire du réseau.

La proposition relative aux méthodes de gestion de la congestion et aux méthodes pour l'allocation de la capacité disponible pour les échanges d'énergie avec le réseau néerlandais, telles que modifiées, a été notifiée par Elia, par courrier du 23 août 2007 (reçu par porteur avec accusé de réception à la même date) à la CREG. Le dossier introduit par Elia comprend les documents suivants: un document rédigé en anglais intitulé « 2008 Regulations for the auctioning of cross-border electricity transfer capacity on the extra high-voltage Belgium-Netherlands, Germany-Netherlands interconnectors », , et une note d'accompagnement intitulée « *TSOs' joint proposal for the implementation of long term explicit auction rules in Central West Europe (CWE)*».

Par courrier du 31 août 2007 (reçu le 3 septembre 2007), Elia a complété sa proposition et transmis à la CREG la version néerlandaise du règlement d'enchères 2008 intitulée « Reglement 2008 voor de veiling van grensoverschrijdende transmissiecapaciteit voor

elektriciteit op de internationale zeerhogespanningsinterconnecties België-Nederland, Duitsland-Nederland » (ci après : le règlement d'enchères 2008).

La présente décision est organisée en quatre parties. La première partie est consacrée au cadre légal. La deuxième partie expose les antécédents de la décision. La troisième partie analyse les méthodes de gestion de la congestion et d'allocation de capacité modifiées proposées à la frontière Belgique Pays-Bas. La quatrième partie, enfin, contient la décision proprement dite.

Une copie du règlement d'enchères 2008 qu'Elia a notifié à la CREG par courrier du 31 août 2007, est annexée à la présente décision.

La présente décision a été adoptée par le Comité de direction de la CREG en sa séance du 13 septembre 2007.

## I. CADRE LEGAL

### I.1. **La directive 2003/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2003 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et abrogeant la directive 96/92/CE**

1. La directive 2003/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2003 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et abrogeant la directive 96/92/CE (ci-après : la directive 2003/54/CE), prévoit en son article 9.e) une obligation générale selon laquelle le gestionnaire de réseau est tenu de garantir la non-discrimination entre utilisateurs ou catégories d'utilisateurs du réseau, notamment en faveur de ses entreprises liées.

La directive 2003/54/CE insiste particulièrement sur le principe de l'accès non discriminatoire au réseau de transport en son article 20.1 qui dispose que les Etats membres veillent à ce que soit mis en place, pour tous les clients éligibles, un système d'accès des tiers aux réseaux de transport et de distribution. Ce système, fondé sur des tarifs publiés, doit être appliqué objectivement et sans discrimination entre les utilisateurs du réseau.

L'article 20.2 de la directive 2003/54/CE précise notamment que le gestionnaire de réseau de transport peut refuser l'accès s'il ne dispose pas de la capacité nécessaire.

L'article 23.1.a), de la directive 2003/54/CE concerne les autorités de régulation et prévoit qu'elles doivent au minimum être chargées d'assurer la non-discrimination, une concurrence effective et le fonctionnement efficace du marché en ce qui concerne les règles relatives à la gestion et à l'attribution de la capacité d'interconnexion, en concertation avec les autorités des Etats membres avec lesquels il existe des interconnexions.

## **I.2. Le règlement (CE) n°1228/2003 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2003 sur les conditions d'accès au réseau pour les échanges transfrontaliers d'électricité**

2. La CREG rappelle qu'aux termes de l'article 249 du traité instituant la Communauté européenne, le règlement n°1228/2003 a une portée générale, est obligatoire dans tous ses éléments et est directement applicable dans tout Etat membre.

3. L'article 6.1 précise que les problèmes de congestion du réseau sont traités par des solutions non discriminatoires, basées sur le marché et qui donnent des signaux économiques efficaces aux opérateurs du marché et aux gestionnaires de réseaux de transport concernés. En outre, cet article précise également que les problèmes de congestion du réseau sont de préférence résolus par des méthodes indépendantes des transactions, c'est-à-dire des méthodes qui n'impliquent pas une sélection entre les contrats des différents opérateurs du marché.

4. L'article 6.2 du règlement n°1228/2003 stipule que les procédures de restriction des transactions ne sont utilisées que dans des situations d'urgence où le gestionnaire de réseau de transport doit agir de façon expéditive et où le rappel ou les échanges de contrepartie ne sont pas possibles, et que sauf cas de force majeure, les opérateurs du marché auxquels a été attribuée une capacité sont indemnisés pour toute restriction.

5. L'article 6.3 prévoit que la capacité maximale des interconnexions et/ou des réseaux de transport ayant une incidence sur les flux transfrontaliers est mise à la disposition des opérateurs du marché, dans le respect des normes de sécurité de l'exploitation sûre du réseau.

6. L'article 6.4 concerne l'horaire des nominations et la réattribution des capacités non utilisées. Il prévoit que les opérateurs du marché préviennent les gestionnaires de réseaux de transport concernés, suffisamment longtemps avant le début de la période d'activité visée, de leur intention d'utiliser ou non la capacité attribuée. Toute capacité attribuée non utilisée est réattribuée au marché selon une procédure ouverte, transparente et non discriminatoire.

7. L'article 6.5 du règlement n°1228/2003 prévoit que dans la mesure où c'est techniquement possible, les gestionnaires de réseaux de transport compensent les demandes de capacité de tout flux d'énergie dans la direction opposée sur la ligne d'interconnexion encombrée afin d'utiliser cette ligne à sa capacité maximale.

### **I.3. Les nouvelles « Orientations pour la gestion et l'attribution de la capacité de transfert disponible des interconnexions entre réseaux nationaux »**

8. La Commission européenne, faisant application de l'article 8(4) du règlement n° 1228/2003, a entrepris de procéder à la modification de l'annexe du même règlement n° 1228/2003 relative aux orientations pour la gestion et l'attribution de la capacité de transfert disponible des interconnexions entre réseaux nationaux<sup>1</sup>. Une nouvelle version de l'annexe est ainsi entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre 2006 (ci-après : les nouvelles lignes directrices).

Les dispositions de ces nouvelles lignes directrices, relevantes pour la présente décision, sont fournies ci-après.

#### **1. GENERALITES**

[...]

*1.9. Au plus tard le 1er janvier 2008, des mécanismes de gestion intrajournalière de la congestion des capacités d'interconnexion sont établis d'une manière coordonnée et dans des conditions de fonctionnement sûres, de manière à maximaliser les possibilités d'échanges et à assurer l'équilibrage transfrontalier.*

*1.10. Les autorités de régulation nationales évaluent régulièrement les méthodes de gestion de la congestion, en veillant notamment au respect des principes et des règles établis dans le présent règlement et les présentes orientations, ainsi que des modalités et conditions fixées par les autorités de régulation elles-mêmes en vertu de ces principes et de ces règles.*

---

<sup>1</sup> Voir décision de la Commission du 9 novembre 2006 modifiant l'annexe du règlement (CE) n°1228/2003 concernant les conditions d'accès au réseau pour les échanges transfrontaliers d'électricité, J.O.C.E., n° L 312 du 11 novembre 2006, p.59.

*Cette évaluation comprend une consultation de tous les acteurs du marché ainsi que des études spécialisées.*

## **2. METHODES DE GESTION DE LA CONGESTION**

*2.1 Les méthodes de gestion de la congestion sont fondées sur les mécanismes du marché, de manière à favoriser un commerce transfrontalier efficace. À cet effet, les capacités sont attribuées uniquement sous la forme de ventes aux enchères explicites (capacités) ou implicites (capacités et énergie). Les deux méthodes peuvent coexister pour la même interconnexion. Pour les échanges intrajournaliers, un régime de continuité peut être appliqué.*

*2.2. Selon la situation de concurrence, les mécanismes de gestion de la congestion doivent pouvoir à l'attribution des capacités de transport tant à long qu'à court terme.*

*2.3. Chaque procédure d'attribution de capacités attribue une fraction prescrite de la capacité d'interconnexion disponible, plus toute capacité restante qui n'a pas été attribuée précédemment et toute capacité libérée par les détenteurs de capacités ayant bénéficié d'attributions antérieures.*

*[...]*

*2.5. Les droits d'accès pour les attributions à long et à moyen terme sont des droits d'utilisation de capacités de transport fermes. Ils sont soumis aux principes de l'obligation d'utiliser les droits sous peine de perte définitive ("use-it-or-lose-it") ou de vente ("use-it-or-sell-it") au moment de la réservation.*

*2.6. Les GRT définissent une structure appropriée pour l'attribution des capacités selon les échéances. Cette structure peut comprendre une option permettant de réserver un pourcentage minimal de capacité d'interconnexion pour une attribution journalière ou intrajournalière. Cette structure d'attribution est soumise à l'appréciation des autorités de régulation concernées. Pour élaborer leurs propositions, les GRT tiennent compte:*

*a) des caractéristiques des marchés,*

*b) des conditions opérationnelles, telles que les conséquences d'une comptabilisation nette des opérations fermement programmées,*

c) du degré d'harmonisation des pourcentages et des délais adoptés pour les différents mécanismes d'attribution de capacités en vigueur.

[...]

2.10. En principe, tous les opérateurs potentiels du marché sont autorisés à participer sans restriction au processus d'attribution. Pour éviter l'apparition ou l'aggravation de problèmes liés à l'utilisation éventuelle d'une position dominante par un acteur quelconque du marché, les autorités compétentes en matière de régulation et/ou de concurrence, selon le cas, peuvent imposer des restrictions en général ou à une société en particulier en raison d'une position dominante sur le marché.

2.11. Les opérateurs du marché communiquent aux GRT leurs demandes fermes de réservation de capacités avant une date définie pour chaque échéance. La date est fixée de manière à permettre aux GRT de réaffecter les capacités inutilisées dans l'optique d'une nouvelle attribution lors de l'échéance suivante, y compris les sessions intrajournalières.

2.12. Les capacités peuvent faire l'objet d'échanges sur le marché secondaire, à condition que le GRT soit informé suffisamment à l'avance. Lorsqu'un GRT refuse un échange (transaction) secondaire, il doit notifier et expliquer clairement et d'une manière transparente ce refus à tous les opérateurs du marché et en informer l'autorité de régulation.

2.13. Les conséquences financières d'un manquement aux obligations liées à l'attribution de capacités sont à la charge des responsables de la défaillance. Lorsque les opérateurs du marché n'utilisent pas les capacités qu'ils se sont engagés à utiliser ou, dans le cas de capacités ayant fait l'objet d'une vente aux enchères explicite, ne procèdent pas à des échanges sur le marché secondaire ou ne restituent pas les capacités en temps voulu, ils perdent leurs droits d'utilisation de ces capacités et sont redevables d'un défraiement reflétant les coûts. Ce défraiement éventuel en cas de non-utilisation de capacités doit être justifié et proportionné. De même, si un GRT ne respecte pas son obligation, il est tenu d'indemniser l'opérateur du marché pour la perte des droits d'utilisation de capacités. Aucun préjudice indirect n'est pris en compte à cet effet. Les concepts et les méthodes de base permettant de déterminer les responsabilités en cas de manquement à des obligations sont définis au préalable en ce qui concerne les conséquences financières et sont soumis à l'appréciation de la ou des autorités de régulation nationales compétentes.

[...]



### 3. COORDINATION

[...]

### 4. CALENDRIER DES OPERATIONS SUR LE MARCHE

[...]

4.2. *La sécurité du réseau étant pleinement prise en considération, la réservation des droits de transport s'effectue suffisamment à l'avance, avant les sessions à un jour sur tous les marchés organisés concernés et avant la publication des capacités à attribuer au titre du mécanisme d'attribution à un jour ou intrajournalière. Les demandes de réservation de droits de transport dans la direction opposée sont comptabilisées sur une base nette de manière à assurer une utilisation efficace de l'interconnexion.*

[...]

### 5. TRANSPARENCE

5.1. *Les GRT publient toutes les données utiles se rapportant à la disponibilité, à l'accessibilité et à l'utilisation du réseau, comprenant un rapport sur les lieux et les causes de congestion, les méthodes appliquées pour gérer la congestion et les projets concernant sa gestion future.*

[...]

5.3. *Les GRT décrivent en détail et mettent d'une manière transparente à la disposition de tous les utilisateurs potentiels du réseau les procédures en usage en matière de gestion de la congestion et d'attribution des capacités, ainsi que les délais et les procédures de demande de capacités, une description des produits proposés et des droits et obligations des GRT et de l'opérateur qui obtient la capacité, y compris les responsabilités en cas de manquement aux obligations.*

[...]

5.5. *Les GRT publient toutes les données utiles concernant les échanges transfrontaliers sur la base des meilleures prévisions possibles. Pour assurer le respect de cette obligation, les opérateurs du marché concernés communiquent aux GRT toutes les données utiles. La*

façon dont ces informations sont publiées est soumise à l'appréciation des autorités de régulation. Les GRT publient au moins:

a) chaque année: des informations sur l'évolution à long terme de l'infrastructure de transport et son incidence sur la capacité de transport transfrontalier;

b) chaque mois: les prévisions à un mois et à un an des capacités de transport à la disposition du marché, en tenant compte de toutes les informations utiles dont le GRT dispose au moment du calcul des prévisions (par exemple, l'effet des saisons sur la capacité des lignes, les activités d'entretien sur le réseau, la disponibilité des unités de production, etc.);

c) chaque semaine: les prévisions à une semaine des capacités de transport à la disposition du marché, en tenant compte de toutes les informations utiles dont le GRT dispose au moment du calcul des prévisions, telles que les prévisions météorologiques, la planification des travaux d'entretien du réseau, la disponibilité des unités de production, etc.;

d) chaque jour: les capacités de transport à un jour et intrajournalières à la disposition du marché pour chaque unité de temps du marché, en tenant compte de l'ensemble des réservations à un jour sur une base nette, des programmes de production à un jour, des prévisions concernant la demande et de la planification des travaux d'entretien du réseau;

e) la capacité totale déjà attribuée, par unité de temps du marché, et toutes les conditions utiles dans lesquelles cette capacité peut être utilisée (par exemple, le prix d'équilibre des ventes aux enchères, les obligations concernant les modalités d'utilisation des capacités, etc.), afin de déterminer les éventuelles capacités restantes;

f) les capacités attribuées, le plus tôt possible après chaque attribution, ainsi qu'une indication des prix payés;

g) la capacité totale utilisée, par unité de temps du marché, immédiatement après la réservation;

h) quasiment en temps réel: les flux commerciaux et physiques réalisés, sur une base agrégée, par unité de temps du marché, comprenant une description des effets des mesures correctives éventuelles prises par les GRT (par exemple, la restriction des transactions) pour résoudre les problèmes de réseau ou de système;

i) les informations ex-ante relatives aux indisponibilités prévues et les informations ex-post pour le jour précédent relatives aux indisponibilités prévues et imprévues des unités de production d'une capacité supérieure à 100 MW.

5.6. *Toutes les informations utiles doivent être mises à la disposition du marché en temps voulu pour permettre la négociation de toutes les transactions (notamment la date de négociation des contrats de fourniture annuels pour les clients industriels ou la date à laquelle les offres doivent être lancées sur les marchés organisés).*

5.7. *Le GRT publie les informations utiles sur la demande prévisionnelle et sur la production en fonction des échéances visées aux points 5.5 et 5.6. Le GRT publie également les informations utiles et nécessaires pour le marché de l'équilibrage transfrontalier.*

5.8. *Lorsque des prévisions sont publiées, les valeurs réalisées ex-post pour les données de prévision sont également publiées dans l'intervalle de temps suivant celui auquel la prévision s'applique ou au plus tard le jour suivant (J+1).*

5.9. *Toutes les informations publiées par les GRT sont mises à disposition librement sous une forme facilement accessible. Toutes les données sont également accessibles sur des supports appropriés et normalisés servant à l'échange d'informations, à définir en étroite collaboration avec les acteurs du marché. Les données comprennent des informations sur les périodes antérieures, avec un minimum de deux ans, afin que les nouveaux opérateurs du marché puissent également en prendre connaissance.*

[...]

#### **I.4. La loi électricité**

9. L'article 2, 7° de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité (ci-après : loi électricité) définit le terme « réseau de transport » comme le réseau national de transport d'électricité, qui comprend les lignes aériennes, câbles souterrains et installations servant à la transmission d'électricité de pays à pays et à destination de clients directs des producteurs et de distributeurs établis en Belgique, ainsi qu'à l'interconnexion entre centrales électriques et entre réseaux électriques.

10. L'article 15, § 1<sup>er</sup> de la même loi prévoit que les clients éligibles ont un droit d'accès au réseau de transport aux tarifs fixés conformément à l'article 12, et que le gestionnaire du réseau ne peut refuser l'accès au réseau que s'il ne dispose pas de la capacité nécessaire ou si le demandeur ne satisfait pas aux prescriptions techniques prévues dans le règlement technique.

## **I.5. Le règlement technique**

11. L'article 180, §1er, du règlement technique prévoit que le gestionnaire du réseau détermine de manière non discriminatoire et transparente les méthodes de gestion de la congestion qu'il applique.

Son article 180, §2, précise que ces méthodes de gestion de la congestion, ainsi que les règles de sécurité, sont notifiées à la CREG pour approbation et publiées conformément à son article 26.

Conformément à l'article 180, §3, du règlement technique, le gestionnaire du réseau doit notamment veiller, dans l'élaboration et la mise en oeuvre de ces méthodes de gestion de la congestion,

1° à prendre en compte, autant que possible, la direction des flux d'électricité, en particulier lorsque les transactions diminuent effectivement la congestion;

2° à éviter, autant que possible, les effets significatifs sur les flux d'énergie dans d'autres réseaux ;

3° à résoudre les problèmes de congestion du réseau de préférence sans recourir à une sélection entre les transactions des différents responsables d'accès;

4° à fournir des signaux économiques appropriés aux utilisateurs du réseau concernés.

Ces méthodes de gestion de la congestion doivent notamment être basées, conformément à l'article 180, §4, du règlement technique sur :

1° des procédures de mise en concurrence de la capacité disponible;

2° la coordination de l'appel des unités de production raccordées dans la zone de réglage et/ou, moyennant l'accord du(des) gestionnaire(s) d'un réseau étranger, par l'appel coordonné des unités de production raccordées dans la(les) zone(s) de réglage étrangère(s) concernée(s).

En vertu de l'article 181, §1er, du règlement technique, les méthodes de gestion de la congestion ont notamment pour objectif de :

1° offrir toute la capacité disponible au marché selon des méthodes transparentes et non discriminatoires, en organisant, le cas échéant, une vente aux enchères dans laquelle les capacités peuvent être vendues pour une durée différente et avec différentes caractéristiques (par exemple, en ce qui concerne la fiabilité attendue de la capacité disponible en question);

2° offrir la capacité disponible dans une série de ventes qui peuvent être tenues sur une base temporelle différente;

3° offrir à chacune des ventes une fraction déterminée de la capacité disponible, plus toute capacité restante qui n'a pas été attribuée lors des ventes précédentes ;

4° permettre la commercialisation de la capacité offerte.

L'article 181, §2, prévoit que les méthodes de gestion de la congestion peuvent faire appel, dans des situations d'urgence, à l'interruption des échanges transfrontaliers suivant des règles de priorité préétablies qui sont notifiées à la CREG et publiées conformément à l'article 26 du présent arrêté.

Son paragraphe 3 précise que le gestionnaire du réseau doit se concerter avec les gestionnaires de réseaux voisins pour l'élaboration et la mise en oeuvre des méthodes de gestion des congestions.

12. L'article 183, §1er, du règlement technique stipule que le gestionnaire du réseau doit veiller à mettre en oeuvre une ou plusieurs méthodes pour l'allocation aux responsables d'accès de la capacité disponible pour les échanges d'énergie avec les réseaux étrangers.

Selon l'article 183, §2, du règlement technique, ces méthodes doivent être transparentes et non discriminatoires, notifiées à la CREG pour approbation, et publiées conformément à l'article 26 du règlement technique.

Enfin, l'article 183, §3, du règlement technique ajoute que ces méthodes visent à optimiser l'utilisation de la capacité du réseau conformément à son article 179.

13. Conformément à l'article 184 du règlement technique, ces méthodes d'allocation de la capacité visent notamment :

1° à minimaliser, dans toute la mesure du possible, lors de la gestion d'une congestion, toute différence de traitement entre les divers types de transactions transfrontalières, qu'il s'agisse de contrats bilatéraux physiques ou d'offres sur des marchés organisés étrangers;

2° à mettre toute capacité inutilisée à la disposition d'autres acteurs du marché;

3° à déterminer les conditions précises de fermeture pour la capacité mise à disposition des acteurs du marché.

## II. ANTECEDENTS

14. Le 22 décembre 2005, la CREG adopte la décision (B)051222-CDC-502 relative à la demande d'approbation de la proposition d'Elia relative aux méthodes de gestion de la congestion et aux méthodes pour l'allocation aux responsables d'accès de la capacité disponible sur l'interconnexion Belgique Pays-Bas (ci-après : la décision du 22 décembre 2005). Par cette décision prise en application des articles 180, §2, et 183, §2, du règlement technique, la CREG refuse d'approuver, mais autorise provisoirement Elia à continuer d'appliquer le mécanisme d'allocation des capacités et de gestion de la congestion sur la frontière belgo-hollandaise basé sur des enchères explicites. Dans sa décision, la CREG formule par ailleurs certaines réserves et adresse une série de demandes à Elia.

15. Le 7 septembre 2006, la CREG adopte la décision (B)060907-CDC-564 relative à la demande d'approbation de la proposition d'Elia relative aux méthodes de gestion de la congestion de la congestion et des méthodes pour l'allocation aux responsables d'accès de la capacité disponible sur l'interconnexion Belgique Pays-Bas (ci-après : la décision du 7 septembre 2006). La proposition visait principalement à intégrer dans le règlement d'enchères les modifications nécessaires à la mise en œuvre d'un couplage des marchés à l'interconnexion Belgique-Pays-Bas, et à l'organisation d'une enchères annuelle en deux tours. Par sa décision, prise en application des articles 180, §2, et 183, §2, du règlement technique, la CREG refuse d'approuver la proposition d'Elia de règlement d'enchères modifié mais autorise cependant Elia à appliquer provisoirement les modifications proposées, dans le but de ne pas retarder la mise en œuvre de Belpex, du couplage des marchés et de l'organisation de l'enchère annuelle en deux tours.

16. Le 12 février 2007, les cinq régulateurs de la région Centre-Ouest (Allemagne, Belgique, France, Luxembourg et Pays-Bas) publient un plan d'action pour accélérer l'intégration des marchés électriques de la région<sup>2</sup>. L'un des sujets prioritaires de ce plan d'action est l'harmonisation et l'amélioration des mécanismes d'enchères explicites (dont la question de la fermeté des capacités d'interconnexion). Dans ce plan d'action, les cinq régulateurs (BnetzA, CREG, CRE, ILR et DTe) demandent aux gestionnaires de réseaux de

---

<sup>2</sup> Ce plan d'action est disponible sur le site Internet de la CREG : [www.creg.be](http://www.creg.be), rubrique « communiqués de presse ».

transport de leur soumettre pour le 1<sup>er</sup> mars 2007 une proposition spécifique pour un jeu de règles d'enchères harmonisé et amélioré à l'échelle de la région Centre-Ouest.

17. Le 23 février 2007, la CREG reçoit une lettre d'Elia relative notamment à la compensation des capacités nominées pour le calcul des capacités journalières (« *netting* ») sur l'interconnexion France Belgique qui indique que ce « *netting* » ne pourra être mis en place avant la mi-2008 et qui signale l'absence de valeur ajoutée du « *netting* » pour cette frontière.

18. Dans le courant du mois de mars 2007, la CREG, le régulateur hollandais (DTe) et le régulateur allemand (BnetzA) se concertent au sujet du règlement d'enchères 2007.

19. Le 20 avril 2007, les régulateurs de la région invitent les gestionnaires de réseaux de transport à présenter leur proposition aux régulateurs ainsi qu'à deux associations représentant les acteurs de marché. Durant cette réunion, il est décidé que tous les aspects des règles d'enchères qui n'impliquent pas directement une modification des systèmes de traitement de l'information (les « *quick-wins* ») devront être harmonisés et améliorés pour les enchères de 2008.

Afin de faciliter le travail, les cinq régulateurs font circuler un document commun décrivant et comparant les différentes règles d'enchères existant dans la région, et indiquant leurs premières remarques sur la manière dont les règles en questions pourraient être harmonisées et améliorées (ci-après : le document commun des régulateurs). Les régulateurs ont par ailleurs soumis ce document à la consultation du marché.

20. Le 22 mai 2007, les régulateurs de la région Centre-Ouest organisent un « *technical workshop* » auquel sont invités tant les gestionnaires de réseaux de transport que des représentants des acteurs de marché. Il est convenu lors de cette réunion que les gestionnaires de réseaux de transport proposeront le 13 juillet 2007 aux régulateurs une proposition de règles harmonisées pour tous les aspects discutés lors de la réunion qui ont pu y être identifiés comme des *quick-wins*. Le projet de conclusions de cette réunion est envoyé le 21 juin 2007 aux participants et les conclusions, approuvées par l'ensemble des participants, sont envoyées par la CREG à ces derniers le 26 juillet 2007.



21. Par un courrier du 12 juillet 2007 (reçu le 16 juillet par la CREG), Elia fait parvenir à la CREG notamment la proposition commune des gestionnaires de réseaux de transport pour la mise en œuvre de règles d'enchères explicites de long terme dans la région Centre-Ouest (« *TSO's joint proposal for the implementation of long term explicit auction rules in Central West Europe* »). Cette proposition est présentée aux régulateurs par les gestionnaires de réseaux de transport lors d'une réunion, le 18 juillet 2007.

Par ailleurs, au cours de cette même réunion du 18 juillet, les gestionnaires de réseau de la région Centre-Ouest présentent leur position quant à la compensation des réductions de capacité.

22. Le 1<sup>er</sup> août 2007, les régulateurs de la région Centre-Ouest publient, dans le cadre de l'initiative régionale centre ouest, pour consultation un rapport détaillé qui précise un niveau de transparence permettant de répondre aux exigences des nouvelles lignes directrices dans ce domaine.

23. Le 17 août 2007, les régulateurs de la région Centre-Ouest se réunissent pour discuter notamment de la proposition d'harmonisation faite par les gestionnaires de réseaux de transport lors de la réunion du 18 juillet 2007.

24. Le 23 août 2007, la CREG reçoit d'Elia, en application des articles 180, §2, et 183, §2, du règlement technique, la demande d'approbation des méthodes pour l'allocation de la capacité disponible pour les échanges d'énergie avec le réseau hollandais, telles que modifiées essentiellement en vue de mettre en œuvre la proposition faite par les gestionnaires de réseaux de transport dans le cadre de l'harmonisation régionale. Seule la version anglaise du règlement d'enchère 2008 est incluse dans le dossier transmis par Elia.

25. Le 27 août 2007, la CREG reçoit d'Elia une lettre en réponse à la consultation publique lancée le 1<sup>er</sup> août 2007 concernant la transparence.

26. Le 3 septembre 2007, la CREG reçoit d'Elia par courrier la version néerlandaise du règlement d'enchères 2008.

### III. ANALYSE DES MÉTHODES DE GESTION DE LA CONGESTION ET D'ALLOCATION DE CAPACITE SUR L'INTERCONNEXION BELGIQUE PAYS-BAS PROPOSÉES PAR ELIA

#### III.1. Remarques préliminaires

27. Le présent titre analyse la conformité de la proposition d'Elia au regard du cadre légal exposé au titre I de la présente décision.

28. La CREG examine également si la nouvelle version du règlement d'enchères tient compte des remarques communes des régulateurs et des conclusions de la réunion du 22 mai 2007.

29. La présente décision ne porte par ailleurs aucunement préjudice aux décisions de la CREG du 22 décembre 2005 et du 7 septembre 2006. Les remarques qui y sont formulées restent entièrement valables.

30. La présente décision vaut sans préjudice de toute adaptation ultérieure du règlement d'enchères qui pourrait être exigée dans le cadre de la coordination (qui comprend notamment l'harmonisation) prévue à l'article 3 des nouvelles lignes directrices.

31. La présente décision porte uniquement sur la version néerlandaise du règlement d'enchères modifié. Seule cette version est celle qui fait foi, contrairement à ce que semble indiquer l'en-tête des pages de la version néerlandaise du règlement d'enchères. Il appartient à Elia de veiller à ce que le document en anglais qui sera utilisé soit conforme au document en néerlandais, qui est le seul sur lequel porte l'analyse de la CREG et donc l'autorisation de mise en œuvre de la CREG (voir infra).

## **III.2. Application du cadre légal à la proposition d'Elia**

### **III.2.1 Généralités**

32. Les modifications proposées par Elia au règlement d'enchères en vigueur visent à introduire dans le règlement d'enchères les modifications proposées par les gestionnaires de réseaux dans le cadre de l'harmonisation au niveau de la région Centre-Ouest.

33. La CREG tient à préciser qu'elle ne se contente pas, dans le cadre de la présente décision, d'examiner les modifications apportées au règlement d'enchères en vigueur, mais met également en évidence tout problème éventuel constaté dans le règlement d'enchères 2008. La CREG rappelle que le règlement d'enchères en vigueur n'a pas pu recevoir son approbation, mais qu'elle en a autorisé l'application, ainsi qu'il ressort des paragraphes 14 et 15 de la présente décision.

### **III.2.2 Analyse**

#### **Articles 1.7 et 1.8**

34. La CREG constate que les règles proposées n'apportent aucune précision en ce qui concerne la fermeté des nominations. La CREG considère qu'une réduction des capacités nominées devrait uniquement être possible dans des circonstances qui relèvent de la Force Majeure. La CREG rappelle l'importance de cette question afin de permettre l'absence de discrimination entre les capacités qui seraient nominées dans le cadre des enchères annuelles et mensuelles et les capacités nominées dans le cadre du couplage des marchés. La CREG se réfère également ici à ses demandes, adressées à Elia dans le cadre de sa décision (B)060825-CDC-552<sup>3</sup> et de sa décision du 7 septembre 2007 de lui soumettre pour le 1<sup>er</sup> janvier 2007 des règles indiquant clairement le niveau de fermeté des capacités nominées.

---

<sup>3</sup> Décision du 25 août 2006 relative à la demande d'approbation de la proposition de la S.A. Elia System Operator relative aux méthodes de gestion de la congestion et aux méthodes pour l'allocation aux responsables d'accès de la capacité disponible en journalier sur les interconnexions France Belgique et Belgique Pays-Bas au moyen d'enchères implicites.

35. Pour toutes ces raisons, la CREG considère que l'absence de clarté relative au niveau des capacités nominées est inacceptable et que le niveau de fermeté des nominations devrait être précisé au plus vite dans les règles.

36. La CREG constate en outre que le règlement d'enchères 2008 manque de transparence au niveau des réductions de capacités. En effet, celui-ci devrait prévoir qu'en cas de réduction, l'Auction Office (ci-après : l'AO) notifie au plus vite les raisons précises de celle-ci au participant. La CREG insiste en outre pour que l'AO, conformément à l'article 5.5.(h) des nouvelles lignes directrices, en cas de réduction, rende possible au plus vite la publication sur son site Internet, des raisons motivant celle-ci .

### **Articles 1.8A**

37. En réponse à une demande de la CREG faite en 2005 concernant la frontière France Belgique, Elia propose une compensation des réductions de capacités liées à la sécurité du système égale à 110% de la valeur d'acquisition de cette capacité.

38. En décembre 2006, les nouvelles lignes directrices sont entrées en vigueur. L'article 2.13 de celles-ci précise les limites d'une éventuelle compensation en cas de réduction et indique également le rôle des régulateurs dans ce domaine.

39. La CREG prend en compte les arguments avancés par les gestionnaires de réseau de la région Centre-Ouest lors de la réunion du 18 juillet 2007 pour ne pas appliquer une compensation des réductions de capacité en l'absence de force majeure qui serait basée sur le différentiel du prix des bourses.

40. La CREG est en faveur d'une compensation des réductions des capacités détenues en l'absence de force majeure sur base du différentiel de prix des bourses. En conséquence, la CREG ne peut approuver le système de compensation des réductions des capacités proposé par Elia et, afin de tenir compte des remarques des gestionnaires de réseau, la CREG demande à Elia d'examiner les modalités d'application du principe de compensation

sur base du différentiel de prix des bourses en conformité avec les dispositions tarifaires de l'arrêté royal du 8 juin 2007<sup>4</sup>, en vue d'une mise en œuvre au plus vite.

### **Article 1.9 et transparence**

41. La proposition d'ELIA n'indique pas clairement les informations qui seront publiées sur le site Internet de l'opérateur d'enchères ou sur son propre site Internet.

42. La CREG signale la meilleure transparence des enchères organisées à la frontière France-Belgique où sont fournis notamment le nombre total de participants aux enchères, le nombre de participants ayant obtenu de la capacité, ainsi que les courbes de demande de capacité pour l'ensemble des acteurs du marché. En conséquence, la CREG demande à Elia d'aligner le niveau de transparence de la frontière Nord à celui de la frontière Sud.

43. La CREG rappelle à Elia que les nouvelles lignes directrices, d'application depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2006, exigent que davantage d'informations soient publiées de manière à mettre à disposition de l'ensemble des acteurs du marché les mêmes informations pertinentes relatives au déroulement des enchères et en particulier, les éléments qui interviennent dans la détermination de leur prix.

44. La CREG renvoie au travail entrepris par les régulateurs de la région Centre-Ouest dans le cadre de l'initiative régionale pour définir de manière harmonisée un niveau de transparence qui réponde à ces nouvelles lignes directrices. La CREG signale que ce travail devrait notamment conduire à des exigences spécifiques en ce qui concerne l'allocation des capacités de long terme sur les frontières, dont certaines devraient être d'application en janvier 2008.

45. Il résulte de ce qui précède que la CREG considère que le niveau de transparence relatif à l'interconnexion Belgique Pays-Bas n'est pas suffisant.

### **Article III.1, Article III.1A et Article III.1B**

---

<sup>4</sup> Arrêté royal relatif aux règles en matière de fixation et de contrôle du revenu total et de la marge bénéficiaire équitable, de la structure tarifaire générale, du solde entre les coûts et les recettes et les principes de base et procédures en matière de proposition et d'approbation des tarifs, du rapport et de la maîtrise des coûts par le gestionnaire du réseau national de transport d'électricité

### **Remarque générale**

46. Selon la position de la CREG, le droit d'accès au réseau, qui constitue un pilier de base essentiel de la libéralisation du marché de l'électricité, doit être considéré comme étant d'ordre public, et toute exception à ce droit doit être interprétée de manière restrictive. Le règlement d'enchères ne peut y porter atteinte. En effet, l'article 15, §1<sup>er</sup>, de la loi électricité s'applique également à l'accès aux interconnexions. L'article 2, 7<sup>o</sup>, de la loi électricité définit le terme « réseau de transport » en y incluant clairement les interconnexions avec les réseaux étrangers. Les interconnexions font donc partie intégrante du réseau de transport. Il convient de préciser que le droit d'accès au réseau, et en particulier aux interconnexions qui en font partie intégrante, implique non seulement que l'on soit admis à participer aux enchères, mais également que l'on conserve un accès illimité dans le temps aux interconnexions et que l'accès ne soit interrompu ou supprimé que dans les cas expressément prévus par la législation.

Dès lors, en vertu de l'article 15, 1<sup>er</sup>, de la loi électricité, le gestionnaire de réseau, et donc l'AO, ne peut refuser l'accès au réseau de transport que s'il ne dispose pas de la capacité nécessaire<sup>5</sup>, ou si le demandeur ne satisfait pas aux prescriptions techniques prévues dans le règlement technique.

Dans tous les autres cas, c'est le droit commun qui s'applique et l'AO doit s'adresser au juge pour demander, le cas échéant, la résolution du contrat

### **Article III.1**

47. La CREG constate qu'une partie de cet article a été supprimée. Cependant, cette disposition telle qu'elle est maintenue et lorsqu'elle est lue en combinaison avec l'article III.1A pose problème puisqu'elle donne la possibilité à l'AO de suspendre la participation à des enchères dans des cas non prévus par la loi.

Par ailleurs, la CREG estime que l'AO n'est pas l'autorité compétente pour juger de tels comportements. La responsabilité de garantir une concurrence effective et le fonctionnement

---

<sup>5</sup> Voir également l'article 20, §2, de la directive 2003/54/CE.

efficace du marché (notamment en ce qui concerne les règles relatives aux interconnexions) incombent en effet aux autorités de régulation indépendantes du secteur de l'électricité<sup>6</sup>.

Il résulte de ce qui précède que l'article III.1 n'est pas acceptable pour la CREG et devrait être supprimé du règlement d'enchères.

### **Article III.1A**

48. La CREG constate que cet article donne la possibilité à l'AO de suspendre la participation aux enchères en cas de violation de n'importe quelle obligation prévue dans le règlement d'enchères 2008.

Pour les raisons exposées ci-dessus, cette disposition est trop large et devrait se limiter aux cas expressément prévus par la loi. L'accès au réseau étant conditionné par le paiement d'un tarif, la CREG est cependant d'avis qu'une suspension de la participation est acceptable en cas de non-paiement. La CREG peut également accepter qu'une telle suspension intervienne lorsque les conditions de base pour pouvoir être admis à participer aux enchères ne sont plus remplies.

Il résulte de ce qui précède que la CREG ne peut accepter la formulation proposée de l'article III.1A.

### **Article III.1A et Article III.1B**

49. La CREG précise que l'AO ne peut faire usage des possibilités qui lui sont offertes par ces articles de manière abusive. La CREG se réserve ainsi le droit de demander que des corrections ou des précisions soient apportées au texte dans le cas où elle viendrait à constater des comportements déraisonnables de la part de l'AO.

50. La CREG constate en outre que le règlement d'enchères 2008 manque de transparence au niveau des mesures de suspension et de suppression de la participation. En effet, celui-ci devrait prévoir que lorsque ce type de mesure est prise, l'AO notifie au plus vite les raisons précises de celle-ci au participant.

---

<sup>6</sup> Voir l'article 23, §1<sup>er</sup> de la même directive.

### **Article III.1C**

51. La CREG constate que la possibilité pour le participant de mettre fin à sa participation a été introduite dans le règlement d'enchères 2008. Cet article ne fait pas la distinction entre les situations où cette possibilité est utilisée par le participant en raison d'un manquement par l'OA et les autres situations. La CREG est d'avis que lorsque l'on se trouve dans le premier de ces deux cas, il doit être clair qu'aucune somme ne sera plus due par le participant.

La CREG estime que cette distinction devrait apparaître plus clairement dans le règlement d'enchères.

### **Article III.2, Article III.3**

52. En ce qui concerne l'horaire des enchères, Elia propose de notifier au participant aux enchères le résultat de celles-ci au plus tard trois heures après leur clôture. Le même délai de trois heures est proposé pour la publication des résultats de ces enchères.

53. Malgré les améliorations constatées dans ce domaine, la CREG considère, conformément aux soucis des acteurs du marché, que seul un délai maximum de deux heures est acceptable pour la notification des résultats des enchères au participant, et qu'il aurait été souhaitable qu'un délai maximum de deux heures soit également prévu pour la publication des résultats des enchères.

### **Article III.6**

54. La CREG constate en outre que le règlement d'enchères 2008 manque de transparence et devrait prévoir qu'en cas d'annulation d'une enchère, les soumissionnaires d'offres en seront avertis au plus vite, et que cet avertissement contiendra la motivation de la décision d'annulation de l'enchère. De même, la CREG insiste en outre pour que l'AO, en cas d'annulation, rende possible au plus vite la publication sur son site Internet de cette information ainsi que des raisons motivant l'annulation.

### **Article IV.1**



55. La CREG constate que le règlement d'enchères 2008 ne prévoit pas de procédure de contestation des résultats d'enchères. Une telle procédure (modalités et délais) devrait y être prévue.

#### **Article II.4, Article V.1, Article V.2 Article V.4**

56. Le système de paiement prévu par le règlement d'enchères est celui du prélèvement automatique, sur un compte provisionné à cet effet, des montants facturés par l'AO. Aucune garantie bancaire n'est dès lors exigée. Plusieurs participants à une consultation de marché organisée en mars 2006 ont indiqué leur préférence pour un mécanisme de garantie bancaire par rapport à un système d'appel de fonds régulier. La CREG relève qu'il est difficile de prévoir un système de garantie bancaire optimal et non discriminatoire dans les cas des enchères. Cette question devra être résolue dans le cadre de l'harmonisation des règles d'enchères.

#### **Article V.6**

57. Le système de paiement par appel de fonds a des conséquences particulières au niveau des défauts de paiement puisqu'il n'est pas question ici d'appel à une garantie bancaire. Dès que le compte n'est pas approvisionné dans un certain délai (avant même que la facture soit émise) ou lorsque le prélèvement automatique n'est pas possible, l'AO a le droit de mettre la capacité obtenue à disposition d'autres et d'exclure le participant d'enchères ultérieures pour un minimum de 30 jours suivant l'enchère, ou de 90 jours après l'enchère annuelle. Les montants d'acquisition des capacités restent dus par le participant et il ne peut prétendre à aucune indemnisation.

Ces sanctions pouvant être prises par l'AO entraînent un refus d'accès au réseau qui ne peut en principe être décidé unilatéralement que dans les cas énumérés à l'article 15, §1<sup>er</sup>, de la loi électricité. La CREG a déjà nuancé plus haut ce propos en disant que ceux qui ne veulent payer les tarifs pour obtenir l'accès au réseau, ne peuvent plus bénéficier du droit d'accès au réseau (voir paragraphe 48 de la présente décision). Il est donc acceptable qu'en cas de non approvisionnement des comptes, le participant perde la capacité concernée. Le participant doit cependant avoir la possibilité de récupérer cette capacité en payant hors délai, si c'est encore techniquement possible, et à condition que la capacité n'ait pas encore été revendue à un tiers.

Par contre, des sanctions non pécuniaires qui reviennent à un refus d'accès au réseau, comme l'interdiction de participer à des enchères ultérieures (article V.6(2)), ne sont pas acceptables pour la CREG.

Le règlement d'enchères devrait par ailleurs prévoir une procédure permettant la contestation de la facture y compris une procédure spécifique pouvant empêcher le prélèvement automatique dans le cas où la réclamation est manifestement fondée.

Enfin, la CREG constate qu'un point (4) a été ajouté à l'article V.6. Ce point (4) prévoit que le même taux d'intérêt que celui payable par le participant en cas de paiement tardif, sera appliqué aux montants éventuellement dus par l'AO au participant. La CREG précise qu'en cas de remboursement par l'AO de sommes indûment perçues par lui, les intérêts qu'il doit payer commencent à courir à la date où les montants ont été prélevés. Cet aspect devrait être précisé dans le règlement d'enchères.

Il résulte de ce qui précède que l'article V.6 ne peut être approuvé par la CREG.

### **Article IX.2**

58. Cet article prévoit que l'AO peut contraindre le détenteur des capacités à restituer les capacités acquises lorsque celui-ci a abusé de certains de ses droits. A défaut, il devra payer une pénalité. Pour les mêmes raisons que celles déjà mentionnées aux paragraphes 46 et 47 de la présente décision, la CREG ne peut approuver cette disposition. Celle-ci devrait être supprimée du règlement d'enchères.

### **Article X.2**

59. Le régime de limitation de responsabilité prévu à cet article pose une série de problèmes et suscite un certain nombre d'interrogations.

60. L'article X.2 prévoit plusieurs limitations de responsabilité dans le chef des parties. Il prévoit notamment la limitation de la responsabilité au « typische en voorzienbare rechtstreekse schade », exclut « winstderving of onrechtstreekse, incidentele, bijzondere gevolgschade », et plafonne l'indemnisation du dommage à 100.000 EUR.

61. L'articulation de cet article avec le mécanisme d'indemnisation prévu à l'article 1.8A n'est pas claire. L'article 1.8A concerne l'un des manquements contractuels principaux pouvant avoir lieu dans le chef de l'AO, à savoir la non mise à disposition des capacités attribuées. Le règlement d'enchères n'indique pas clairement si l'article X.2 s'applique également aux cas visés à l'article 1.8A ou si au contraire ce dernier article exclut l'application de l'article X.2. Ceci devrait être clarifié par Elia.

62. La CREG remarque que l'article 2.13 des nouvelles orientations prévoit que « *les conséquences financières d'un manquement aux obligations liées à l'attribution de capacités sont à la charge des responsables de la défaillance* », et que « *si un GRT ne respecte pas son obligation, il est tenu d'indemniser l'opérateur du marché pour la perte des droits d'utilisation de capacités* », et n'exclut que la réparation du dommage indirect.

Par ailleurs, l'article 6.2 du Règlement 1228/2003 stipule : « *sauf cas de force majeure, les opérateurs du marché auxquels a été attribuée une capacité sont indemnisés pour toute restriction* ».

Ainsi, l'article 2.13 des nouvelles orientations (qui se réfère de manière générale à tout manquement aux obligations liées à l'attribution de capacités), et l'article 6.2 du Règlement 1228/2003 prévoient l'indemnisation du préjudice en excluant seulement le dommage indirect. Ces dispositions ne permettent donc pas de limiter la responsabilité pour le dommage direct.

Or la CREG constate que le règlement ne se borne pas à limiter la responsabilité au dommage direct (en soi acceptable) mais bien au dommage direct « typique et prévisible », ce qui n'est pas acceptable.

La CREG note ensuite que le règlement d'enchères exclut les pertes de profit («winstderving»), alors que ces dommages peuvent dans certains cas constituer des dommages directs. Ce que recouvrent les termes « onrechtsreekse, incidentele, bijzondere gevolgschade » n'est par ailleurs pas très clair.

Afin d'assurer la compatibilité du règlement d'enchères avec l'article 2.13 des nouvelles orientations, la CREG suggère à Elia que dans le texte du règlement d'enchères, il soit

expressément et simplement fait référence au dommage « indirect » dont il est question à l'article 2.13 des nouvelles orientations (sans énumération).

63. La CREG remarque ensuite que le plafond de responsabilité de 100.000 EUR par réclamation pour le dommage pour lequel la responsabilité n'est pas exclue (dommage direct), n'est pas acceptable.

En effet, ainsi que mentionné plus haut, l'article 2.13 des nouvelles orientations et l'article 6.2 du Règlement 1228/2003 ne permettent pas de limiter la responsabilité pour le dommage direct.

64. Enfin, la CREG souhaiterait savoir ce qui est précisément visé au point 3 de l'article X.2. Si Elia estime que les gestionnaires de réseaux de transport et l'AO n'ont aucune obligation en la matière, la CREG ne voit pas l'utilité d'une telle clause. Dans le cas contraire, cette limitation de responsabilité lui semble excessive et devrait être supprimée.

65. Pour les raisons indiquées aux paragraphes 59 à 64 qui précèdent, la CREG ne peut approuver l'article X.2 du règlement d'enchères 2008.

### **Article X.3**

66. Au point (1) de cet article, il serait selon la CREG préférable, pour des raisons de preuve, de préciser que l'autorisation préalable doit se faire par écrit.

### **Article XI.1**

67. La CREG note qu'une erreur matérielle s'est glissée dans cet article. En effet, la seconde partie de la phrase fait référence à des dispositions transitoires en réalité inexistantes. Cette erreur doit être corrigée.

### **Compensation des capacités nominées**

68. La CREG constate que le dossier introduit par Elia ne contient aucune proposition en ce qui concerne la prise en compte, dans le calcul des capacités allouées en journalier, de la

compensation (« *netting* ») des capacités nominées dans le cadre des enchères annuelles et mensuelles.

69. La CREG rappelle la demande faite à Elia en décembre 2005 dans le cadre de sa décision du 22 décembre 2005 de lui faire une proposition relative au « *netting* » des capacités sur la frontière Belgique Pays-Bas pour une mise en oeuvre au 1<sup>er</sup> mars 2006. La CREG note que, sur base des informations dont elle disposait à l'époque, ce délai ne lui paraissait alors pas déraisonnable.

70. La CREG constate également que la proposition d'Elia contenue dans sa lettre reçue le 23 février 2007, à savoir la mise en place d'un « *netting* » des capacités nominées au cours de l'été 2008, concerne l'interconnexion France Belgique et non l'interconnexion Belgique-Pays-Bas.

71. La CREG attire l'attention d'Elia sur la perte de bien être social liée à l'absence de compensation des capacités nominées.

72. La CREG rappelle l'obligation, pour les gestionnaires de réseau, depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2006, de mettre en place cette compensation des capacités nominées conformément à l'article 4.2 des nouvelles lignes directrices qui précisent « ... *Les demandes de réservation de droits de transport dans la direction opposée sont comptabilisées sur une base nette de manière à assurer une utilisation efficace de l'interconnexion.* »

La CREG signale dès lors que cette absence de « *netting* » constitue une violation du cadre légal applicable et demande à Elia de prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre en oeuvre ce « *netting* » le plus rapidement possible.

La CREG examine par ailleurs à ce sujet l'opportunité de mettre en oeuvre la procédure d'imposition d'amendes administratives prévue à l'article 31 de la loi l'électricité.

## DECISION

En application des articles 180, §2, et 183, §2, du règlement technique, la CREG décide, pour les motifs qui précèdent, de refuser en l'état d'approuver la proposition d'Elia relative aux méthodes de gestion de la congestion et aux méthodes pour l'allocation aux responsables d'accès de la capacité disponible sur l'interconnexion Belgique Pays-Bas, telles que modifiées.

Néanmoins, puisque les modifications proposées par Elia au règlement d'enchères représentent une amélioration par rapport au règlement d'enchères 2007, et consciente du fait que la proximité du premier tour de l'enchère annuelle de 2008 et la lenteur du processus de modification du règlement d'enchères (concertations multiples,...) ne permettront pas qu'une nouvelle proposition tenant compte des remarques formulées dans la présente décision soit déposée en temps utile par Elia, la CREG autorise Elia à appliquer provisoirement le règlement d'enchères modifié, dans l'attente d'une approbation totale et définitive.

La CREG s'attend à recevoir d'Elia dans le courant de l'année 2008, une proposition de règles d'enchères qui rencontre les exigences et demandes formulées dans la présente décision.

Concernant le « *netting* », la CREG demande à Elia de prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre en œuvre celui-ci le plus rapidement possible.

////

Pour la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz:

Dominique WOITRIN  
Directeur

François POSSEMIERS  
Président du Comité de direction

Niet bindend – Nederlandstalige versie enkel voor informatiedoeleinden

**REGLEMENT 2008** VOOR DE VEILING VAN GRENSOVERSCHRIJDENDE TRANSMISSIECAPACITEIT VOOR ELEKTRICITEIT OP DE INTERNATIONALE ZEERHOGESPANNINGSINTERCONNECTIES BELGIË-NEDERLAND, DUITSLAND-NEDERLAND

## Afdeling 0

### Inleiding

#### Artikel 0.1 Aard van deze inleiding

Deze inleidende Afdeling vormt een integraal en bindend onderdeel van dit Reglement.

#### Artikel 0.2 Algemene context

Het Veilingreglement bevat de voorwaarden voor de veiling van beschikbare grensoverschrijdende transmissiecapaciteit voor elektriciteit die gezamenlijk wordt aangeboden door de Belgische, Nederlandse en Duitse Transmissienetbeheerders (ELIA, TenneT, E.ON Netz en RWE TSO) in het kader van de zeerhogespanningsverbindingen die tussen België en Nederland en Duitsland en Nederland bestaan. Wat de te veilen hoeveelheid beschikbare Capaciteit betreft, moet en zal er rekening worden gehouden met de wederzijdse invloed van de toegekende capaciteit op het gehele Europese zeerhogespanningsnet.

Het veilen van Capaciteit is geen commerciële activiteit, maar is gericht op het verschaffen van een transparante methode voor congestiebeheer. Het belang van de Interconnectoren voor de vrijmaking van de elektriciteitsmarkt in de EU vereist een streng beleid met betrekking tot de inning van betalingen en de gevolgen van wanbetaling. Transmissiecapaciteit voor elektriciteit is een essentiële voorwaarde voor grensoverschrijdende energietransacties en mag niet te lang in het bezit blijven van diegenen die de prijs waartegen deze Capaciteit hun in een Veiling ter beschikking werd gesteld, niet betalen. Facturen met betrekking tot de Capaciteitsprijs zullen derhalve automatisch worden geïnd en niet-betaling kan, naast de financiële gevolgen voor de schuldenaar, leiden tot schorsing van de deelname van de schuldenaar aan toekomstige Veilingen en/of tot terbeschikkingstelling, op latere Veilingen, van Capaciteit die aan de schuldenaar was toegewezen, zonder voorafgaande ingebrekestelling en zonder schadevergoeding.

Duidelijkheidshalve wordt gepreciseerd dat het Veilingreglement dat toepasbaar was op Veilingen die in 2007 hebben plaatsgevonden (het 'Reglement 2007'), in 2008 van toepassing blijft voor zover dat noodzakelijk is voor de afwikkeling van openstaande rechten of verbintenissen die voortvloeien uit Veilingen die hebben plaatsgevonden in overeenstemming met het Reglement 2007.

#### Artikel 0.3 Het Veilingbureau

Bovengenoemde Transmissienetbeheerders hebben de organisatie van de Veilingen toevertrouwd aan de Nederlandse besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid TSO Auction B.V. (het Veilingbureau), een 100% dochtervennootschap van de Nederlandse nationale netbeheerder TenneT TSO B.V. Indien, om welke reden ook, de overeenkomst(en) krachtens welke de Transmissienetbeheerders de organisatie van de Veilingen aan het Veilingbureau hebben opgedragen, in de loop van het jaar wordt/worden beëindigd of geschorst, zal het Veilingbureau niet langer over een titel beschikken om de (desbetreffende) Veilingen te organiseren. Deze Veilingen zullen in dat geval niet langer plaatsvinden. Dit feit zal echter de rechten en de verplichtingen, die tot stand zijn gekomen als gevolg van reeds plaats gevonden Veilingen, niet aantasten.

Het Veilingbureau is niet verantwoordelijk en kan niet aansprakelijk worden gesteld voor het ter beschikking stellen van Capaciteit. Het Veilingbureau organiseert en leidt de Veilingen en bezorgt de marktspelers alle relevante informatie. Het speelt evenwel geen rol in om het



## Niet bindend – Nederslandstalige versie enkel voor informatiedoeleinden

even welk aspect dat te maken heeft met het ter beschikking stellen of houden van Capaciteit, weze het voor of na een Veiling.

### Artikel 0.4 Veilingreglement (algemene aspecten)

Het Veilingreglement beschrijft (onder andere) de verschillende soorten Veilingen, de voorwaarden die Bieders op de Veilingen moeten vervullen om deel te nemen, de veilingprocedures, de toewijzing van Capaciteit voortvloeiend uit de Veiling en het gebruik van Capaciteit na de Veiling. Het veilingreglement bevat ook een aansprakelijkheidsbeperking ten behoeve van de Transmissienetbeheerders (zie Artikel X.2 van dit Reglement 2008).

In dit Reglement 2008, dat werd opgesteld in de context van de regionale harmonisering, werden geen belangrijke wijzigingen aangebracht in vergelijking met het Reglement 2007. Het Veilingreglement kan als gevolg van een wijziging van het regelgevend kader eenzijdig worden gewijzigd teneinde bepalingen en procedures te verbeteren of te verduidelijken of om lacunes op te vullen.

### Artikel 0.5 Juridische kwalificatie van de toewijzing van Capaciteit op grond van een Veiling

Het veilen betreft enkel het toekennen van Capaciteit. Het veilen en de toewijzing van Capaciteit en de financiële regeling van de Veilingresultaten hebben geen betrekking op energietransporten of enig recht, enige aansprakelijkheid of enige financiële aspecten (zoals transportkosten) met betrekking tot energietransporten. Succesvolle Bieders op Veilingen kunnen ten opzichte van de Transmissienetbeheerders geen ander recht invoeren dan dat hun Capaciteit ter beschikking wordt gesteld krachtens de bepalingen van het Veilingreglement, aangevuld met aanverwante rechten (zoals in verband met de teruggave of de overdracht van Capaciteit) zoals bepaald in het Veilingreglement. Meer bepaald kan de toewijzing van Capaciteit niet zodanig worden beschouwd of geïnterpreteerd dat een succesvolle Bieder recht heeft op het plaatsvinden van elektriciteitstransporten of dat de niet-uitvoering van of belemmeringen bij de transporten een miskennis van de bepalingen van het Veilingreglement of van de Veilingresultaten betekent of impliceert. Het is de verantwoordelijkheid van de Bieder die de Capaciteit heeft verworven om de nodige stappen te ondernemen om de transporten uit te voeren en hierbij rekening te houden met, bijvoorbeeld, mogelijke verschillen in voorrangsregels op de diverse landsgrenzen.

Een geslaagd Bod voor Capaciteit brengt een overeenkomst tot stand tussen, enerzijds, de Transmissienetbeheerders die de desbetreffende Interconnector beheren, en, anderzijds, de Bieder. De overeenkomst verplicht de Transmissienetbeheerders Capaciteit voor elektriciteitstransmissie ter beschikking te stellen van de Bieder terwijl de Bieder de verbintenis heeft de geboden prijs te betalen. Capaciteit is derhalve geen materieel goed dat kan worden gekocht en overgedragen, maar is een contractueel recht dat kan worden uitgeoefend ten aanzien van de Transmissienetbeheerders om Capaciteit ter beschikking te stellen voor transmissie van elektrische energie op de Interconnector. Dit aspect is, onder andere, van belang wanneer de mogelijkheden worden bekeken om Capaciteit over te dragen aan derden. Aangezien wat in het Veilingreglement Capaciteit wordt genoemd, in feite een ten opzichte van de Transmissienetbeheerders uit te oefenen contractueel recht is, is een 'overdracht van Capaciteit', d.w.z. een overdracht van dat contractueel recht, onderworpen aan de goedkeuring van de Transmissienetbeheerders die de desbetreffende Interconnector beheren (en die tevens dienaangaande optreden via het Veilingbureau). De goedkeuringsprocedure vormt een onderdeel van het Veilingreglement (zie Artikel VII.4 van dit Reglement 2008).

## Niet bindend – Nederlandstalige versie enkel voor informatiedoeleinden

Het Veilingreglement omvat de voorwaarden van bovengenoemde overeenkomst. Tegelijkertijd legt het Veilingreglement de voorwaarden vast waaronder het Veilingbureau (voor rekening van de Transmissienetbeheerders) bereid is ondernemingen toe te laten een Bod voor deze overeenkomsten uit te brengen en de voorwaarden waaronder het Veilingbureau (voor rekening van de Transmissienetbeheerders) bereid is deze Biedingen in overweging te nemen. Er moet worden genoteerd dat deze overeenkomsten uitsluitend worden beheerst door het Nederlandse recht (Artikel X.5 van dit Reglement 2008).

### Artikel 0.6 Inning van schulden/afstand van recht op schuldvergelijking

De Transmissienetbeheerders hebben het Veilingbureau gemandateerd om alle, aan hen in verband met een Veiling betaalbare, schulden te innen. Bijgevolg heeft het Veilingbureau het recht alle betalingen die onder toepassing van het Veilingreglement opeisbaar zijn, te innen. Hoewel het Veilingbureau deze betalingen int in naam en voor rekening van de Transmissienetbeheerders, aanvaarden de Bieders door deelname aan de Veilingen dat zij slechts van hun schulden kunnen worden bevrijd door betaling aan het Veilingbureau en dat betaling van een schuld aan een Transmissienetbeheerder hen niet bevrijdt van hun verplichting dezelfde schuld aan het Veilingbureau te betalen. Aangezien bovendien de betaling door schuldvergelijking de administratieve structuur van de samenwerking tussen de Transmissienetbeheerders en het Veilingbureau zou verstoren, doen de Bieders afstand van het recht om schulden die ontstaan in verband met een Veiling, te verrekenen met vorderingen die de Bieder heeft op een Transmissienetbeheerder, ongeacht of deze voortvloeien uit een Veiling (zie Artikel V.5 van dit Reglement 2008).

## **Afdeling I Algemeen**

### Artikel I.1 Definities

<b>Access Responsible Party (Toegangsverantwoordelijke)</b>	Een marktspeler in België die erkend is als <i>Access Responsible Party</i> of <i>Toegangsverantwoordelijke (ARP)</i> overeenkomstig de bepalingen die daarop van toepassing zijn.
<b>Bieder</b>	Een rechtspersoon die deelneemt, de intentie heeft deel te nemen of deel heeft genomen aan een Veiling door één of meer Biedingen uit te brengen en die met dat doel is geregistreerd overeenkomstig de procedures en vereisten uiteengezet in Artikel II.1 van dit Reglement.
<b>Bilanzkreisvertrag</b>	De overeenkomst tussen enerzijds een marktspeler en anderzijds E.ON Netz of RWE Net, die o.a. een mechanisme bevat voor het regelen van onevenwichten tussen injectie van energie in en afname van energie van het elektriciteitsnet.
<b>Bod of Biedingen</b>	Een bod, in euro (€) per MW, voor Capaciteit op een Interconnector, ingediend op een Jaar-, Maand- of Dagveiling, dat beantwoordt aan de bepalingen van dit Reglement.

Niet bindend – Nederlandstalige versie enkel voor informatiedoeleinden

<b>Capaciteit</b>	Grensoverschrijdende transmissiecapaciteit voor elektrische energie op een Interconnector.
<b>Capaciteitseigenaar</b>	De rechtspersoon die Capaciteit heeft verworven op een Veiling of als gevolg van een overdracht van Capaciteit.
<b>Capaciteitsprijs</b>	De prijs te betalen door een Bieder op een Veiling, gelijk aan het product van de Clearingprijs en de hoeveelheid toegewezen Capaciteit.
<b>Erkende Programmaverantwoordelijke</b>	Een marktspeler die een <i>Programmaverantwoordelijkheidsovereenkomst</i> heeft afgesloten met TenneT TSO B.V. waardoor deze erkend is als <i>Certified Program Responsible Party (Erkende programmaverantwoordelijke)</i> overeenkomstig het toepasselijke reglement dat o.a. een mechanisme bevat voor het regelen van onevenwichten tussen injectie van energie in en afname van energie van het elektriciteitsnet.
<b>Clearingprijs</b>	De prijs per MW van beschikbare Capaciteit voortvloeiend uit een Veiling.
<b>Dagcapaciteit</b>	Capaciteit verkregen in een Dagveiling.
<b>Dagveiling</b>	De Veiling waarop de Capaciteit voor dagelijkse elektriciteitstransporten gedurende ten minste een uur en ten hoogste alle uren van een kalenderdag wordt geveild.
<b>EAN Code</b>	"European Numbering Code", dit is een code die door de nationale EAN-organisaties wordt toegekend, waarmee het Veilingbureau Bidders en Overnemers identificeert in zijn informaticasysteem.
<b>Interconnector</b>	Elk van de volgende verbindingen of geheel van verbindingen die de zeerhogespanningsnetten van de Transmissienetbeheerders verbinden: a. de Interconnector ELIA – TenneT (twee verbindingen); b. de Interconnector E.ON Netz – TenneT (één verbinding); c. de Interconnector RWE TSO – TenneT (twee verbindingen).
<b>Jaarcapaciteit</b>	Capaciteit verkregen in een Jaarveiling.
<b>Jaarveiling</b>	Veiling waarop Capaciteit voor jaarlijkse elektriciteitstransporten van 1 januari tot en met 31 december van een kalenderjaar wordt geveild.
<b>K.G.D.C.</b>	"Kennisgeving van Gebruik van Dagcapaciteit", dit is een kennisgeving gericht aan het Veilingbureau, overeenkomstig <u>bijlage A</u> , waarin een Bieder in een Dagveiling Transporteurs aanduidt – waarvan één de Bieder zelf dient te zijn – die de transporten die de Dagcapaciteit

	gebruiken, zullen nomineren.
<b>K.G.J.C.</b>	“Kennisgeving van Gebruik van Jaarcapaciteit”, dit is een kennisgeving gericht aan het Veilingbureau, overeenkomstig <u>bijlage C</u> , waarin de Capaciteitseigenaar Transporteurs aanduidt die de transporten die de Jaarcapaciteit gebruiken, zullen nomineren.
<b>K.G.M.C.</b>	“Kennisgeving van Gebruik van Maandcapaciteit”, dit is een kennisgeving gericht aan het Veilingbureau, overeenkomstig <u>bijlage B</u> , waarin de Capaciteitseigenaar Transporteurs aanduidt die de transporten die de Maandcapaciteit gebruiken, zullen nomineren.
<b>Maandcapaciteit</b>	Capaciteit verkregen in een Maandveiling.
<b>Maandveiling</b>	De Veiling waarop Capaciteit voor maandelijkse elektriciteitstransporten van de eerste tot en met de laatste dag van een kalendermaand wordt geveild.
<b>Overdrager</b>	Een partij die Capaciteit heeft overgedragen aan een Overnemer in overeenstemming met Afdeling VII van dit Reglement.
<b>Overmacht</b>	‘Overmacht’ betekent elke niet voorzienbare gebeurtenis of situatie buiten de redelijke controle van een Partij en die niet te wijten is aan een fout van die Partij, die niet op redelijke wijze kan worden voorkomen of overwonnen en die het voor die Partij tijdelijk of definitief onmogelijk maakt om zijn verplichtingen in overeenstemming met de bepalingen van het Reglement te vervullen.
<b>Overnemer</b>	Een partij aan wie Capaciteit wordt overgedragen in overeenstemming met Afdeling VII van dit Reglement.
<b>Partij</b>	Een Bieder, Transmissienetbeheerder, Overnemer, Overdrager, Transporteur of het Veilingbureau, naargelang het geval zich voordoet, en het woord “Partijen” moet dienovereenkomstig geïnterpreteerd worden.
<b>Reglement</b>	Het onderhavig Veilingreglement 2008.
<b>Transmissienetbeheerder (TNB)</b>	Een netbeheerder die capaciteit op een Interconnector aanbiedt voor Veiling krachtens dit Reglement: <ul style="list-style-type: none"><li>• (België) ELIA N.V. (“ELIA”)</li><li>• (Duitsland) E.ON Netz GmbH (“E.ON Netz”)</li><li>• (Duitsland) RWE Transportnetz Strom GmbH (“RWE TSO”)</li><li>• (Nederland) TenneT TSO B.V. (“TenneT”)</li></ul> of hun rechtsopvolgers.

<b>Transporteur</b>	<p>Partij die transporten nomineert op een Interconnector voor de Capaciteit die met dat doel is verworven op een Veiling en die</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• wanneer deze actief is op het Belgische deel van een Interconnector, erkenning als Toegangsverantwoordelijke moet bezitten</li><li>• wanneer deze actief is op het Nederlandse deel van een Interconnector, een Erkende Programmaverantwoordelijke moet zijn</li><li>• wanneer deze actief is op het Duitse deel van een Interconnector, een Bilanzkreisverdrag moet hebben afgesloten met:<ul style="list-style-type: none"><li>- E.ON Netz voor de Interconnector die aan Duitse zijde van de grens wordt beheerd door E.ON Netz</li><li>- RWE TSO voor de Interconnector die aan Duitse zijde van de grens wordt beheerd door RWE TSO.</li></ul></li></ul>
<b>Uitvoeringsdag</b>	<p>De dag waarop de elektriciteitstransporten plaats moeten vinden die de Capaciteit gebruiken die in een Veiling werd verkregen.</p>
<b>Vaste Capaciteit</b>	<p>Capaciteit waarvan de beschikbaarheid zal worden verzekerd zowel onder normale als ongunstige omstandigheden, indien nodig door middel van door de Transmissienetbeheerders te nemen maatregelen die tot doel hebben de Capaciteit beschikbaar te houden, in overeenstemming met de bepalingen van dit Reglement.</p>
<b>Veiling</b>	<p>Een Jaar-, Maand- en/of Dagveiling, gehouden krachtens dit Reglement.</p>
<b>Veilingbureau</b>	<p>Het Veilingbureau waarnaar wordt verwezen in Artikel I.2 van dit Reglement en een volle dochtervennootschap is van TenneT TSO B.V.</p>
<b>Veilingwebsite</b>	<p>Website waarnaar wordt verwezen in Artikel I.9 van dit Reglement.</p>
<b>Werkdag</b>	<p>Elke dag die geen zaterdag, zondag of een algemeen erkende feestdag is in de zin van de Nederlandse Algemene Termijnenwet.</p>

#### Artikel I.2 Het Veilingbureau

De Veilingen worden gehouden door het Veilingbureau, gevestigd te Utrechtseweg 310, 6812 AR (Postbus 718, NL-6800 AS), Arnhem, Nederland.

#### Artikel I.3 De Veilingen

Capaciteit wordt geveild door het Veilingbureau voor rekening van:

- a. TenneT en ELIA met betrekking tot de Nederlands-Belgische Interconnector,
- b. TenneT en E.ON Netz met betrekking tot de Nederlands-Duitse Interconnector die aan Duitse zijde wordt beheerd door E.ON Netz,

## Niet bindend – Nederlandstalige versie enkel voor informatiedoeleinden

c. TenneT en RWE TSO met betrekking tot de Nederlands-Duitse Interconnector die aan Duitse zijde wordt beheerd door RWE TSO.

### Artikel I.4 Geveilde Capaciteit/Jaar-, Maand- en Dagveilingen

(1) Afzonderlijke Veilingen worden gehouden in elk van beide richtingen van elk van de Interconnectoren vermeld in Artikel 1.3:

- a. Capaciteit voor transporten van het zeerhogespanningsnet van ELIA naar het zeerhogespanningsnet van TenneT
- b. Capaciteit voor transporten van het zeerhogespanningsnet van TenneT naar het zeerhogespanningsnet van ELIA
- c. Capaciteit voor transporten van het zeerhogespanningsnet van E.ON Netz naar het zeerhogespanningsnet van TenneT
- d. Capaciteit voor transporten van het zeerhogespanningsnet van TenneT naar het zeerhogespanningsnet van E.ON Netz
- e. Capaciteit voor transporten van het zeerhogespanningsnet van RWE Net naar het zeerhogespanningsnet van TenneT
- f. Capaciteit voor transporten van het zeerhogespanningsnet van TenneT naar het zeerhogespanningsnet van RWE TSO.

(2) De volgende Veilingen vinden plaats:

- a. Jaarveilingen met betrekking tot Capaciteit voor transporten vermeld in Artikel I.4 (1), a-f; dergelijke transporten worden uitgevoerd van 1 januari tot en met 31 december van een kalenderjaar, met dien verstande dat de totale Capaciteit die voor deze transporten beschikbaar is, wordt verdeeld over twee Jaarveilingen
- b. Maandveilingen met betrekking tot Capaciteit voor transporten vermeld in Artikel I.4 (1), a-f; dergelijke transporten worden uitgevoerd van de eerste tot en met de laatste dag van een kalendermaand;
- c. Dagveilingen met betrekking tot Capaciteit voor transporten vermeld in Artikel I.4 (1), c-f; dergelijke transporten worden uitgevoerd gedurende tenminste één uur en ten hoogste 24 uren van een kalenderdag.

### Artikel I.5 Hoeveelheden beschikbaar voor de Veiling

(1) De Capaciteit die beschikbaar is voor Veiling op een Interconnector wordt gezamenlijk bepaald door de Transmissienetbeheerders in overeenstemming met toepasselijke wetten en verordeningen.

(2) De op Jaar- en Maandveilingen toegewezen Capaciteiten die niet worden genomineerd, worden ter beschikking gesteld van de dagelijkse toewijzingen, zonder terugbetaling of vergoeding.

(3) Bieders worden tijdig op de Veilingwebsite op de hoogte gebracht van de Capaciteit die beschikbaar is voor elke Veiling.

### Artikel I.6 Basis waarop Capaciteit wordt aangeboden

(1) Capaciteit wordt aangeboden in eenheden van 1 MW met een minimum van 1 eenheid.

(2) Capaciteit voor jaar- en maandtransporten wordt aangeboden voor elke dag van het jaar respectievelijk de maand.

(3) Capaciteit voor dagtransporten wordt aangeboden van uur tot uur.

### Artikel I.7 Modaliteiten van Vaste Capaciteit

## Niet bindend – Nederlandstalige versie enkel voor informatiedoeleinden

(1) Tenzij verminderingen veroorzaakt worden door omstandigheden die onder Overmacht vallen of vereist zijn om redenen die verband houden met de veiligheid van het elektrisch systeem, meer bepaald het behoud van de netveiligheid, krachtens de wetten en reglementen die in België, Nederland en Duitsland van toepassing zijn, is de Jaarcapaciteit Vaste Capaciteit.

(2) Tenzij verminderingen veroorzaakt worden door omstandigheden die onder Overmacht vallen of vereist zijn om redenen die verband houden met de veiligheid van het elektrisch systeem, meer bepaald het behoud van de netveiligheid, krachtens de wetten en reglementen die in België, Nederland en Duitsland van toepassing zijn, is de Maandcapaciteit Vaste Capaciteit .

(3) Tenzij verminderingen veroorzaakt worden door omstandigheden die onder Overmacht vallen of vereist zijn om redenen die verband houden met de veiligheid van het elektrisch systeem, meer bepaald het behoud van de netveiligheid, krachtens de wetten en reglementen die in België, Nederland en Duitsland van toepassing zijn, is de Dagcapaciteit Vaste Capaciteit .

### Artikel I.8 Voorrang en toewijzing van Capaciteitsverminderingen

(1) Ingeval er Capaciteitsverminderingen optreden zoals bepaald in Artikel I.7 van dit Reglement, vinden deze plaats in de volgende orde van voorrang:

- a. ten eerste wordt de Capaciteit voor de volgende Dagveiling verminderd of, ingeval de Dagveiling voor de volgende dag heeft plaatsgehad, wordt de Dagcapaciteit verminderd;
- b. ingeval de Capaciteit is verminderd en nog meer verminderingen vereist zijn, wordt de Maandcapaciteit verminderd;
- c. ingeval de Capaciteit nog verder moet worden verminderd, wordt de Jaarcapaciteit verminderd.

(2) Bij toepassing van paragraaf (1) (a) van dit artikel, zal TenneT de toepasselijke bepalingen van de Nederlandse Netcode in acht nemen.

(3) De verminderingen van Dagcapaciteit, Maandcapaciteit en Jaarcapaciteit, waarnaar wordt verwezen in paragraaf (1) van dit Artikel, worden toegewezen aan de Capaciteitseigenaars in verhouding tot de Capaciteit die iedere Capaciteitseigenaar beschikbaar heeft voor nominatie ongeacht het feit of hij al dan niet die Capaciteit heeft genomineerd of in onderhandeling is over de nominatie van die Capaciteit.

### Artikel I.8A Capaciteitsverminderingen in verband met de veiligheid van het elektrisch systeem: vergoeding

(1) Indien de Capaciteit verminderd wordt om redenen die verband houden met de veiligheid van het elektrisch systeem, meer bepaald het behoud van de netveiligheid, krachtens de wetten en reglementen die in België, Nederland en Duitsland (en om alle twijfel te vermijden, niet ingeval van een Capaciteitsvermindering door omstandigheden in de zin van overmacht zoals bepaald in Artikel I.7 van dit Reglement), vergoedt het Veilingbureau de Capaciteitseigenaar volgens de formule :  $C \times P \times \lambda \times 1,10$  waarbij:

- C staat voor de hoeveelheid capaciteit tijdens elk volledig klokuur van de vermindering;
- P staat voor de veilingprijs die wordt betaald voor die Capaciteit; en
- $\lambda$  staat voor de verhouding tussen de totale verminderingsduur en de totale duur waarvoor de Capaciteit werd toegekend (jaar voor Jaarcapaciteit, maand voor Maandcapaciteit en uur voor Dagcapaciteit), beide uitgedrukt in volledige klokuren.

### Artikel I.8B Capaciteitsverminderingen in verband met Overmacht: terugbetaling

## Niet bindend – Nederslandstalige versie enkel voor informatiedoeleinden

(1) Indien de Capaciteit verminderd wordt door omstandigheden in de zin van Overmacht zoals bepaald in Artikel I.7 van dit Reglement, betaalt het Veilingbureau de Capaciteitseigenaar terug volgens de formule :  $C \times P \times \lambda \times 1,0$  waarbij:

- C staat voor de hoeveelheid capaciteit tijdens elk volledig klokuur van de vermindering;
- P staat voor de veilingprijs die wordt betaald voor die Capaciteit; en
- $\lambda$  staat voor de verhouding tussen de totale verminderingduur en de totale duur waarvoor de Capaciteit werd toegekend (jaar voor Jaarcapaciteit, maand voor Maandcapaciteit en uur voor Dagcapaciteit), beide uitgedrukt in volledige klokuren.

### Artikel I.9 Veilingwebsite

Het Veilingbureau heeft een website waarop het volgende wordt gepubliceerd:

- a. dit Reglement met de bijlagen, en eventuele wijzigingen daaraan
- b. aankondigingen op grond van dit Reglement
- c. de Nederlandse nationale feestdagen in een kalenderjaar
- d. informatie betreffende de Veilingprocedures
- e. namen, fax- en telefoonnummer(s), e-mailadres(sen) van contactpersonen van het Veilingbureau
- f. vorm van de door de Bieders te gebruiken documenten
- g. de Capaciteit die beschikbaar is voor elke Veiling
- h. de resultaten van een Veiling
- i. andere relevante informatie.

### Artikel I.10 Munteenheden

Financiële waarborgen, prijsregelingen en betalingen met betrekking tot Veilingen evenals financiële informatie gebeuren in euro (€).

## **Afdeling II Voorwaarden voor deelname aan de Veilingen**

### Artikel II.1 Registratie- en solvabiliteitsverplichtingen

(1) Voorafgaand aan een Veiling moet de Bieder zich laten registreren bij het Veilingbureau middels indiening van de volgende documenten:

- a. naam, adres, EAN Code, telefoonnummer, faxnummer, e-mailadres en contactperso(n)en van de Bieder;
- b. een lijst van gemachtigde vertegenwoordigers die worden gemachtigd Biedingen uit te brengen evenals de documenten die hun volmacht staven;
- c. een verklaring door een gemachtigde aangestelde dat de Bieder dit Reglement heeft ontvangen, gelezen en aanvaard, evenals de documenten die zijn of haar volmacht staven;
- d. een legal opinion van een advocaat die is gemachtigd om het beroep van advocaat uit te oefenen onder de wetten van de staat waar de vennootschap is gevestigd, en die bevestigt dat
  - de Bieder een vennootschap is die is opgericht en opereert als [*juridische vorm van vennootschap vermelden*] onder [*toepasselijk rechtssysteem vermelden*] recht;
  - de Bieder de vennootschapsrechtelijke bevoegdheid heeft om de transactie aan te gaan en uit te voeren;



## Niet bindend – Nederlandstalige versie enkel voor informatiedoeleinden

- niets in de wetten van de staat [*naam van de staat vermelden*] belet de Bieder de transactie aan te gaan en in het kader daarvan zijn verplichtingen na te komen.
- (2) De in paragraaf (1) vermelde registratie en documenten zijn geldig voor een onbeperkt aantal Veilingen, onverminderd de verplichting voor de biedende vennootschap om het Veilingbureau onmiddellijk op de hoogte te brengen van elke wijziging en onverminderd het recht van het Veilingbureau om een hernieuwing van de registratie en/of de in te dienen documenten te vorderen.
- (3) De Bieder mag niet failliet of insolvent zijn verklaard of een opschorting van betaling hebben verkregen, noch mag er een faillissements-, insolventheids- of gerechtelijk akkoordprocedure tegen de Bieder zijn ingesteld.

### Artikel II.2 Verplichtingen met betrekking tot toegangsrechten tot het net voor Dagveilingen

- (1) Om te worden toegelaten tot een Dagveiling moet een Bieder in een K.G.D.C. Transporteurs aanstellen met betrekking tot beide uiteinden van de Interconnector waarop de Veiling betrekking heeft.
- (2) De Bieder dient zelf een Transporteur te zijn met betrekking tot ten minste één van beide uiteinden van de Interconnector.
- (3) De K.G.D.C. voor een Dagveiling is geldig voor alle resterende Dagveilingen in de kalendermaand waarin de Bieder de K.G.D.C. heeft ingediend.
- (4) Ingeval de Bieder met betrekking tot één deel van de Interconnector een Transporteur heeft aangesteld die niet de Bieder zelf is, mag deze met betrekking tot de resterende Dagveilingen in de kalendermaand waarin deze de K.G.D.C. heeft ingediend, die Transporteur vervangen door middel van een latere K.G.D.C.

### Artikel II.3 De Kennisgeving van Gebruik van Dagcapaciteit (K.G.D.C.)

- (1) De K.G.D.C. moet worden ondertekend door de Bieder en, indien deze met betrekking tot een deel van de Interconnector een Transporteur heeft aangesteld die niet de Bieder zelf is, ook door die Transporteur.
- (2) De K.G.D.C. moet worden ontvangen door het Veilingbureau
- a. in geval van Artikel II.2, paragraaf (1) ten laatste om 08.00 uur op de derde werkdag voordat de eerste Dagveiling in de kalendermaand waaraan de Bieder deel neemt, plaatsheeft;
  - b. in geval van Artikel II.2, paragraaf (4) ten laatste om 08.00 uur op de zevende werkdag voordat de eerste van de resterende Dagveilingen in de kalendermaand plaats heeft.
- (3) Ingeval de Bieder een Transporteur heeft aangesteld met betrekking tot een deel van de Interconnector die niet de Bieder zelf is, zijn de Bieder en die Transporteur samen hoofdelijk aansprakelijk voor de uitvoering van de contractuele en extracontractuele verplichtingen van de Transporteur ten aanzien van de betrokken Transmissiebeheerder met betrekking tot de toegang tot het net.

### Artikel II.4 Voorafgaande waarborgverplichting met betrekking tot Dagveilingen

- (1) Uiterlijk op de dag die de Veilingdag voorafgaat, zal de Bieder het Veilingbureau toegelaten hebben om een bijzondere rekening (een "*inzake-rekening*") te openen ten behoeve van de Bieder en om over te gaan tot automatische inning van de factuur met betrekking tot de Capaciteitsprijs.
- (2) Het Veilingbureau deelt de Bieder onverwijld het rekeningnummer mee.

## Niet bindend – Nederslandstalige versie enkel voor informatiedoeleinden

(3) De bijzondere rekening zal een positief beschikbaar saldo vertonen. Het beschikbare saldo is gelijk aan de fondsen op de bijzondere rekening verminderd met het totale bedrag van de schulden betaalbaar aan het Veilingbureau, ongeacht of deze schulden al dan niet zijn gefactureerd op het tijdstip waarop de Veiling plaats heeft.

### **Afdeling III Veilingprocedures**

#### **Artikel III.1 Gedrag van Bieders, Overnemers en Transporteurs**

Voor, gedurende en na een Veiling moeten Bieders, Overnemers en Transporteurs zich onthouden van elke handeling of elk gedrag dat de mededinging tijdens de biedingprocedures ongunstig beïnvloedt of ongunstig dreigt te beïnvloeden, of op speculatie gericht is, of op enigerlei wijze de Veilingprocedures of de transparantie, kostenefficiëntie of eerlijkheid ervan verstoort of dreigt te verstoren.

#### **Artikel III.1A Voorwaarden voor het schorsen van deelname door het Veilingbureau**

In geval van het niet-ervullen van de betalingsverplichtingen of een inbreuk op een bepaling van dit Reglement kan het Veilingbureau de Bieder, Overnemer of Overdrager schorsen zolang de toestand niet is geregeld.

#### **Artikel III.1B Voorwaarden voor het beëindigen van deelname door het Veilingbureau**

De deelname kan in het kader van dit Reglement definitief worden geschorst:

- in geval van faillissement, vereffening of ontbinding van de Bieder, de Overnemer of de Overdrager; of
- na ontvangst door het Veilingbureau van een beslissing van een mededingings- of reguleringsinstantie volgens dewelke de Bieder, de Overnemer of de Overdrager zich schuldig heeft gemaakt aan misbruik of bedrog met betrekking tot de toewijzing van Capaciteiten op een van de Interconnectoren en deze schorsing wordt gevraagd.

#### **Artikel III.1C Voorwaarden voor het beëindigen van deelname door de Bieder of de Overnemer**

Een Bieder of Overnemer mag vragen zijn deelname in het kader van het Reglement te schorsen voor zover hij dit verzoek indient per aangetekend schrijven. Dit ontslaat de Partijen niet van hun financiële en andere verplichtingen die voortvloeien uit de contracten zolang ze van kracht zijn.

#### **Artikel III.2 Tijdschema Jaarveilingen**

- (1) Een Jaarveiling wordt gehouden op 28 september of, indien dit geen Werkdag is, op de eerste daaropvolgende Werkdag. Een tweede Jaarveiling van de resterende Jaarcapaciteit vindt plaats op 28 november of, indien dit geen Werkdag is, op de eerste daaropvolgende Werkdag.
- (2) De Capaciteit die beschikbaar is voor elk van beide Jaarveilingen wordt op 15 september gepubliceerd op de Veilingwebsite of, indien dat geen Werkdag is, op de eerste Werkdag die volgt op die datum. Een update van de Capaciteit die beschikbaar is voor de tweede Jaarveiling wordt op 15 november gepubliceerd of, indien dat geen Werkdag is, op de eerste Werkdag die volgt op die datum.
- (3) Biedingen moeten zijn ontvangen door het Veilingbureau vóór de middag van de Veilingdag.

## Niet bindend – Nederlandsstalige versie enkel voor informatiedoeleinden

- (4) Biedingen die door de Bieders werden ingediend volgens de vereisten van Afdeling II en die in overeenstemming zijn met Artikel III.5 of, indien van toepassing, met Artikel III.6, worden behandeld op de Veilingdag.
- (5) Elke Bieder wordt ten laatste 3 (drie) uur volgend op de sluiting van de Jaarveiling op de hoogte gebracht van de resultaten van zijn Bod/Biedingen. De resultaten van de Veiling worden aangekondigd op de Veilingwebsite ten laatste 3 (drie) uur volgend op de sluiting van de Jaarveiling.
- (6) Het Veilingbureau kan op de Veilingwebsite een tijdschema aankondigen dat afwijkt van de vorige paragrafen.

### Artikel III.3 Tijdschema Maandveilingen

- (1) De Capaciteit die beschikbaar is voor een Maandveiling wordt gepubliceerd op de Veilingwebsite op de eerste Werkdag van de maand waarin de Veiling plaatsvindt.
- (2) Maandveilingen die één enkele ronde omvatten worden gehouden op de 10<sup>de</sup> Werkdag van de maand die de maand voorafgaat waarin de transporten waarvoor Capaciteit wordt aangeboden, plaatsvinden.
- (3) Biedingen moeten door het Veilingbureau zijn ontvangen vóór de middag op de Veilingdag.
- (4) Biedingen die door Bieders werden ingediend volgens de vereisten van Afdeling II en die in overeenstemming zijn met Artikel III.5 of, indien van toepassing, van Artikel III.6 worden behandeld op de Veilingdag.
- (5) Elke Bieder wordt ten laatste 3 (drie) uur volgend op de sluiting van de Maandveiling op de hoogte gebracht van het resultaat van zijn Bod/Biedingen. De resultaten van de Veiling worden aangekondigd op de Veilingwebsite ten laatste 3 (drie) uur volgend op de sluiting van de Maandveiling.

### Artikel III.4 Tijdschema Dagveilingen

- (1) De Capaciteit die beschikbaar is voor een Dagveiling wordt gepubliceerd op de Veilingwebsite vóór 8.30 u op de Veilingdag.
- (2) Dagveilingen worden gehouden op de dag die de dag voorafgaat waarop het transport waarvoor Capaciteit wordt aangeboden, plaatsvindt.
- (3) Biedingen moeten bij het Veilingbureau zijn toegekomen vóór 9 u op de Veilingdag.
- (4) Biedingen die door Bieders werden ingediend volgens de vereisten van Artikel II en die in overeenstemming zijn met Artikel III.5 of, indien van toepassing, met Artikel III.6, worden behandeld op de Veilingdag.
- (5) Elke Bieder wordt op de hoogte gebracht van het resultaat van zijn Bod/Biedingen om 9.30 u op de Veilingdag. De resultaten van de Veiling worden op de Veilingwebsite aangekondigd onmiddellijk nadat de Bieders individueel op de hoogte zijn gebracht.

### Artikel III.5 Indienen van Biedingen

- (1) Biedingen moeten worden ingediend via elektronische post (e-mail) in overeenstemming met respectievelijk de procedures voor de Jaar-, Maand- en Dagveilingen, die worden uiteengezet in respectievelijk roosters D, E en F.
- (2) De procedures waarnaar wordt verwezen in de voorgaande paragraaf, zullen de volgende bepalingen bevatten: (i) Biedingen moeten worden ingediend met een verzoek om een elektronisch ontvangstbewijs en (ii) de termijn binnen dewelke de ontvangst van een Bod moet worden bevestigd door het Veilingbureau.

## Niet bindend – Nederlandsstalige versie enkel voor informatiedoeleinden

(3) Wanneer de ontvangst van een Bod niet is bevestigd door het Veilingbureau binnen de termijn bedoeld in de voorgaande paragraaf *sub (ii)*, wordt het Bod geacht niet te zijn ingediend, tenzij de toestand is hersteld in overeenstemming met de regels die dienaangaande zijn uiteengezet in de procedures waarnaar werd verwezen in paragraaf (1).

(4) Enkel Biedingen die onvoorwaardelijk en onherroepelijk zijn, worden in aanmerking genomen.

### Artikel III.6 Noodprocedure

(1) In geval van een storing of om het even welk ander geval van onbeschikbaarheid van het elektronische biedingsysteem, moeten Biedingen worden ingediend in overeenstemming met de noodprocedure uiteengezet in rooster G. Biedingen die op het moment dat het elektronische biedingsysteem onbeschikbaar is, reeds elektronisch waren ingediend, worden als ongeldig beschouwd en moeten opnieuw worden ingediend in overeenstemming met de noodprocedure.

(2) Ingeval de noodprocedure niet op tijd kan worden ingezet voor een Veiling, wordt die Veiling afgeschaft en worden de Biedingen die reeds waren ingediend, automatisch geannuleerd.

(3) Het Veilingbureau zal via telefoon en/of fax de geregistreerde Bieders op de hoogte brengen van het feit dat de noodprocedure is ingezet. Indien de Veilingwebsite nog operationeel is, zal het Veilingbureau bovendien een aankondiging op de Veilingwebsite publiceren. Het Veilingbureau kan in geen geval aansprakelijk gesteld worden indien het er niet in slaagt de Bieders via telefoon of fax te bereiken, of een aankondiging op de Veilingwebsite te publiceren.

(4) Paragraaf (4) van Artikel III.5 is eveneens van toepassing op Biedingen ingediend in overeenstemming met de noodprocedure.

### Artikel III.7 Aantal Biedingen

(1) Een Bieder in een Jaarveiling of een Maandveiling mag meer dan één Bod uitbrengen.

(2) Een Bod in een Dagveiling mag slechts betrekking hebben op één uur op de klok. Om te kunnen meedingen voor Capaciteit voor meer dan één uur op de klok dient de Bieder afzonderlijke Biedingen voor elk beoogd uur op de klok uit te brengen. Een Bieder mag meer dan één Bod uitbrengen voor elk uur op de klok.

## **Afdeling IV Bepaling van Veilingresultaten**

### Artikel IV.1 Toewijzing van Capaciteit

De resultaten van de Veiling worden bepaald op grond van de volgende principes:

- a. Indien de som van de Capaciteit waarvoor geldige Biedingen werden ingediend, gelijk is aan of kleiner is dan de voor de Veiling beschikbare Capaciteit, is de Clearingprijs nul.
- b. Indien de totale hoeveelheid Capaciteit waarvoor geldige Biedingen zijn ingediend, de beschikbare Capaciteit voor de Veiling in kwestie overtreft, wordt/worden het/de hoogste Bod/Biedingen voor de Capaciteit die de beschikbare Capaciteit niet overtreft, aanvaard. De dan nog resterende Capaciteit wordt toegewezen aan de Bieder(s) die het/de tweede hoogste Bod/Biedingen heeft/hebben ingediend voor een Capaciteit die de resterende Capaciteit niet overtreft; en zo verder voor de nog resterende Capaciteit.

## Niet bindend – Nederslandstalige versie enkel voor informatiedoeleinden

- c. Ingeval twee of meer Bieders Biedingen hebben ingediend tegen dezelfde prijs, die geldig zijn overeenkomstig de bepalingen *sub b* en die betrekking hebben op Capaciteit die de beschikbare of resterende Capaciteit overtreft, wordt de beschikbare of resterende Capaciteit toegewezen in verhouding tot de in de Biedingen van deze Bieders gevraagde Capaciteit, in eenheden van ten minste één MW.
- d. Er wordt Capaciteit aangeboden tegen de prijs van het laagste Bod dat is aanvaard of, wanneer het laagste Bod betrekking heeft op Capaciteit die gedeeltelijk valt binnen de resterende Capaciteit, gedeeltelijk is aanvaard.
- e. Capaciteit wordt geacht te zijn toegewezen aan een succesvolle Bieder op het ogenblik waarop de Bieder daarvan in kennis wordt gesteld.

### **Afdeling V Betaling van de Capaciteitsprijs/Zekerheidsstelling**

#### **Artikel V.1 Waarborgverplichting en automatische inning voor Jaar- en Maandveilingen**

Om betaling te verzekeren van de Capaciteitsprijs zal de Bieder die Capaciteit heeft verworven in een Jaar- of Maandveiling, binnen respectievelijk tien of vijf Werkdagen volgend op die Veiling:

- a. (indien zulk een rekening niet reeds bestaat) het Veilingbureau in staat hebben gesteld een bijzondere rekening ("*inzake-rekening*") ten behoeve van de Bieder te openen, waarvan het nummer onverwijld door het Veilingbureau aan de Bieder wordt bevestigd;
- b. op die bijzondere rekening de fondsen storten die nodig zijn om betaling te verzekeren van de volledige Capaciteitsprijs;
- c. het Veilingbureau toegestaan hebben om over te gaan tot automatische inning van de facturen met betrekking tot de Capaciteitsprijs vanop deze bijzondere rekening.

#### **Artikel V.2 Betaling (Jaarveiling)**

(1) De Capaciteitsprijs wordt aan de Bieder in de Jaarveilingen gefactureerd in gelijke delen gedurende twaalf opeenvolgende kalendermaanden volgend op de Veiling, te beginnen met december van het jaar dat voorafgaat aan het jaar waarvoor de Jaarveilingen worden georganiseerd. Elk gedeelte wordt gefactureerd in de tweede helft van een kalendermaand.

(2) De facturen worden automatisch geïnd in de laatste week van de kalendermaand waarin ze werden uitgeschreven.

#### **Artikel V.3 Betaling (Maandveiling)**

(1) De Capaciteitsprijs wordt aan de Bieder in een Maandveiling gefactureerd in de laatste week van de kalendermaand waarin de Veiling plaatsvindt.

(2) De factuur wordt automatisch geïnd op de laatste Werkdag van de kalendermaand waarin die Veiling plaatsvindt.

#### **Artikel V.4 Betaling (Dagveiling)**

(1) De Capaciteitsprijs wordt wekelijks gefactureerd (periode van zaterdag tot en met vrijdag) aan een Bieder die Capaciteit heeft verworven in een Dagveiling.

(2) De factuur wordt automatisch geïnd op de eerste Werkdag die volgt op dinsdag.

Niet bindend – Nederlandstalige versie enkel voor informatiedoeleinden

#### Artikel V.5 Afstand van recht op schuldvergelijking

Een Bieder is niet gerechtigd om enig welke schulden die voortvloeien uit een Veiling te verrekenen met om het even welke vordering op een Transmissienetbeheerder, ongeacht of deze voortvloeien uit een Veiling.

#### Artikel V.6 Maatregelen bij wanprestatie

(1) Indien om welke reden ook, met inbegrip van redenen die Overmacht uitmaken, de verplichtingen zoals uiteengezet in Artikel V.1 niet werden nageleefd of, ingevolge een Jaar-, Maand- of Dagveiling, het innen van de Capaciteitsprijs niet of niet volledig mogelijk is, heeft het Veilingbureau het recht de toegewezen Capaciteit vrij te maken voor latere Veilingen zonder voorafgaande ingebrekestelling en zonder enige schadevergoeding te moeten betalen.

(2) Naast de maatregel op grond van paragraaf (1) heeft het Veilingbureau de bevoegdheid om de schuldenaar zonder voorafgaande kennisgeving uit te sluiten van deelname aan verdere Veilingen voor een minimum van 30 Werkdagen volgend op de Veiling, of 90 Werkdagen volgend op de Jaarveiling. In dergelijk geval is het Veilingbureau niet verplicht een schadevergoeding te betalen.

(3) De toepassing van een maatregel op grond van paragraaf (1) en/of (2) bevrijdt de schuldenaar niet van zijn verplichting de Capaciteitsprijs te betalen. Onverminderd enige andere vordering heeft het Veilingbureau het recht een verwijlinterest aan te rekenen ten bedrage van zeven procentpunten boven de rentevoet die de Europese Centrale Bank toepast op haar recentste belangrijkste herfinancieringsverrichting ('de referentierentevoet'), vanaf de datum waarop de betaalperiode verstrijkt. De verwijlinterest is betaalbaar zonder voorafgaande ingebrekestelling, tegen een jaarlijkse rentevoet.

(4) Indien het Veilingbureau om welke reden ook geld verschuldigd is aan een Bieder, is dezelfde rentevoet toepasbaar in geval van laattijdige betaling.

### **Afdeling VI Teruggave van Capaciteit**

#### Artikel VI.1 Teruggave van Jaar- en Maandcapaciteit aan het Veilingbureau

(1) De Capaciteitseigenaar mag Jaarcapaciteit en Maandcapaciteit, of een deel daarvan met een minimum van 1 MW en slechts in eenheden van 1 MW, teruggeven aan het Veilingbureau, dat verplicht is deze Capaciteit te aanvaarden tenzij de verplichting van de volgende paragraaf niet wordt nageleefd.

(2) Het Veilingbureau dient schriftelijk of per e-mail in kennis te worden gesteld van een teruggave van Capaciteit ("Kennisgeving van teruggave"). De Kennisgeving van teruggave moet bij het Veilingbureau zijn toegekomen ten laatste om 08.00 uur op de derde werkdag voor de Uitvoeringsdag.

(3) Het Veilingbureau maakt de teruggegeven jaar- of maandcapaciteit vrij voor respectievelijk de meest geschikte Maandveiling of dagelijkse toewijzing.

(4) De opbrengst van de herveiling van teruggegeven Capaciteit wordt teruggestort aan de Capaciteitseigenaar die deze Capaciteit heeft teruggegeven.

### **Afdeling VII Overdracht van Capaciteit**

#### Artikel VII.1 Overdracht van Jaar- en Maandcapaciteit

## Niet bindend – Nederlandstalige versie enkel voor informatiedoeleinden

Overeenkomstig de bepalingen van deze Afdeling mag Jaar- of Maandcapaciteit geheel of gedeeltelijk worden overgedragen aan derden die voldoen aan de verplichtingen van Artikel II.1.

### Artikel VII.2 Kennisgeving van overdracht

- (1) Er mag geen Capaciteit worden overgedragen aan een derde zonder voorafgaande gezamenlijke bekendmaking ("Kennisgeving van overdracht") aan het Veilingbureau door de beide partijen die betrokken zijn bij de voorgenomen transactie.
- (2) De Kennisgeving van overdracht gebeurt schriftelijk of via e-mail en moet door het Veilingbureau zijn ontvangen ten laatste om 08.00 uur op de derde werkdag voor de Uitvoeringsdag.
- (3) De Kennisgeving van overdracht moet de volgende informatie bevatten:
  - a. de hoeveelheid van de over te dragen Capaciteit;
  - b. de identiteit van de Overnemer;
  - c. de periode waarvoor de Capaciteit wordt overgedragen.

### Artikel VII.3 Aanstelling van Transporteurs

In geval van overdracht van Capaciteit overeenkomstig deze Afdeling, is Afdeling VIII van toepassing op de Overnemer met betrekking tot de overgedragen Capaciteit, zelfs indien, voorafgaand aan de overdracht,

- a. de Overdrager Transporteurs heeft aangesteld met betrekking tot de overgedragen Capaciteit, en/of
- b. de Overnemer Transporteurs heeft aangesteld met betrekking tot Maandcapaciteit of Jaarcapaciteit die hij reeds bezat.

### Artikel VII.4 Aanvaarding door het Veilingbureau

- (1) Een overdracht van Capaciteit is onderworpen aan aanvaarding door het Veilingbureau.
- (2) Het Veilingbureau, dat optreedt voor rekening van de betrokken Transmissienetbeheerders, weigert de overdracht van Capaciteit te aanvaarden - en derhalve kan de bedoelde Overnemer geen recht inroepen ten aanzien van de Transmissienetbeheerders om Capaciteit ter beschikking te stellen - in elk van de volgende gevallen:
  - a. de nationale wetten of verordeningen laten niet toe dat Capaciteit wordt overgedragen
  - b. de Overnemer voldoet niet aan alle verplichtingen van Artikel II.1
  - c. de Kennisgeving van overdracht, bedoeld in Artikel VII.2, is niet of niet tijdig ingediend bij het Veilingbureau
  - d. de Overdrager heeft geen enkele van zijn financiële verplichtingen ten aanzien van het Veilingbureau en/of de Transmissienetbeheerders vereffend of gewaarborgd.

## **Afdeling VIII Gebruik van Jaar- en Maandcapaciteit**

### Artikel VIII.1 Verplichting tot aanstelling van Transporteurs voor gebruik van Capaciteit

- (1) Om Jaarcapaciteit of Maandcapaciteit te kunnen gebruiken dient de Capaciteitseigenaar in een K.G.J.C. respectievelijk een K.G.M.C. Transporteurs aan te stellen voor beide uiteinden van de Interconnector waarop hij Capaciteit heeft verworven.
- (2) Er mag één enkele Transporteur worden aangesteld voor de beide uiteinden van een Interconnector. De Capaciteitseigenaar mag zichzelf aanstellen als Transporteur.

## Niet bindend – Nederlandstalige versie enkel voor informatiedoeleinden

(3) De aanstelling van Transporteurs in een K.G.J.C. of een K.G.M.C. is verbindend voor alle dagen van het jaar respectievelijk de maand, te beginnen met (en met inbegrip van) de Uitvoeringsdag, met betrekking tot welke de Capaciteitseigenaar voor het eerst een geldige kennisgeving heeft ingediend, onverminderd evenwel het recht van de Capaciteitseigenaar om de aangestelde Transporteurs te vervangen overeenkomstig Artikel VIII.3.

### Artikel VIII.2 Kennisgeving van Gebruik van Jaarcapaciteit (K.G.J.C.) en Kennisgeving van Gebruik van Maandcapaciteit (K.G.M.C.)

- (1) De K.G.J.C. en K.G.M.C. moeten zijn ontvangen door het Veilingbureau ten laatste om 08.00 uur op de derde werkdag vóór de Uitvoeringsdag.
- (2) De K.G.J.C. en K.G.M.C. moeten worden ondertekend door de Capaciteitseigenaar en de Transporteurs of, indien de Capaciteitseigenaar een van de Transporteurs is, door de Capaciteitseigenaar en de andere Transporteur.
- (3) Ingeval de Capaciteitseigenaar een Transporteur heeft aangesteld met betrekking tot één of beide uiteinden van de Interconnector die niet de Capaciteitseigenaar zelf is, zijn de Capaciteitseigenaar en de Transporteur hoofdelijk aansprakelijk voor de uitvoering van de contractuele en extracontractuele verplichtingen van de Transporteur of Transporteurs ten aanzien van de betrokken Transmissienetbeheerder(s) met betrekking tot de toegang tot het net.

### Artikel VIII.3 Vervanging van Transporteurs in de K.G.J.C. of K.G.M.C.

- (1) De Capaciteitseigenaar heeft het recht, tot en met de vierde dag (inclusief) vóór elke Uitvoeringsdag, of als dat geen werkdag is, op de laatste werkdag vóór die dag, de Transporteurs die hij in de K.G.J.C. of K.G.M.C. heeft aangesteld, te vervangen.
- (2) Om de vervanging uit te voeren moet de Capaciteitseigenaar de procedure voor capaciteitsoverdracht volgen die vervat is in Afdeling VII (alsof de Capaciteitseigenaar zowel de Overdrager is die geheel of gedeeltelijk Capaciteit overdraagt, als de Overnemer aan wie de Capaciteit geheel of gedeeltelijk wordt overgedragen), gevolgd door de aanstelling van Transporteurs overeenkomstig Artikelen VIII.1 en VI-II.2 van deze Afdeling.
- (3) Afdeling VII (overdracht van Capaciteit) is ten volle van toepassing op de procedure voor capaciteitsoverdracht vermeld in voorgaande paragraaf.

## **Afdeling IX Use it or lose it / Misbruik**

### Artikel IX.1 Use it or lose it (Jaar- en Maandveilingen)

- (1) Jaar- en Maandcapaciteit die niet werd teruggegeven in overeenstemming met Afdeling VI en met betrekking tot dewelke:
  - a. geen geldige K.G.J.C. respectievelijk K.G.M.C. werd ingediend op uiterlijk de vierde dag (inclusief) vóór de Uitvoeringsdag, of als die dag geen werkdag is, op de laatste werkdag vóór die dag, of
  - b. geen transporten werden genomineerd in overeenstemming met de toepasselijke nominatieregels en -procedures, vervalt zonder schadevergoeding.
- (2) Dagcapaciteit met betrekking tot dewelke geen transporten werden genomineerd in overeenstemming met de toepasselijke nominatieregels en -procedures vervalt zonder schadevergoeding.



#### Artikel IX.2 Misbruik

(1) Een Capaciteitseigenaar die misbruik maakt van zijn rechten onder Afdelingen VI, VII of VIII, of wiens nominatiepatroon op misbruik neerkomt, kan door het Veilingbureau worden verzocht alle Capaciteit die hij nog bezit, of een gedeelte ervan, terug te geven, ongeacht de Veiling waarop hij de Capaciteit had verworven die hij nog steeds bezit.

(2) De Capaciteitseigenaar zal het Veilingbureau binnen twee dagen nadat hem een verzoek tot teruggave van de Capaciteit is meegedeeld, ervan in kennis stellen dat hij de Capaciteit heeft vrijgegeven aan het Veilingbureau.

(3) Voor elke dag na de vervaldag waarop het Veilingbureau de in de voorgaande paragraaf vermelde kennisgeving niet heeft ontvangen, moet de Bieder een bedrag betalen dat gelijk is aan het product van de terug te geven Capaciteit, uitgedrukt in Megawatt, en de prijs per Megawatt waarvoor Capaciteit werd toegewezen in de Dagveiling op die dag.

(4) Artikel VI.1 is niet van toepassing op Capaciteit die is teruggegeven overeenkomstig de voorgaande paragrafen.

### **Afdeling X Varia**

#### Artikel X.1 Informatie / Kennisgevingen

Kennisgevingen die onder dit Reglement worden gedaan, moeten schriftelijk gebeuren en worden geadresseerd aan het Veilingbureau op het adres vermeld in Artikel I.2, tenzij dit Reglement anders bepaalt.

#### Artikel X.2 Aansprakelijkheid

(1) De Partijen zijn aansprakelijk voor rechtstreekse schade (exclusief winstderving of onrechtstreekse, incidentele, bijzondere gevolgschade) die de andere Partij lijdt. De aansprakelijkheid van de Partijen blijft beperkt tot gevallen van opzettelijk wangedrag of ernstige nalatigheid en tot typische en voorzienbare rechtstreekse schade. De Partijen zijn niet aansprakelijk voor schade die een totaal bedrag van € 100.000 (honderdduizend euro) per vordering (in verband met één incident of samenhangende incidenten) overtreft.

(2) Op geen enkele wijze mag de toewijzing van Capaciteit overeenkomstig dit Reglement worden beschouwd of geïnterpreteerd als zou dit betekenen of impliceren dat de Bieder er recht op zou hebben dat elektriciteitstransporten worden uitgevoerd, voor eigen rekening dan wel voor rekening van Transporteurs die hij heeft aangesteld, of voor rekening van Overnemers aan wie hij Capaciteit heeft overgedragen, of dat de niet-uitvoering van of belemmeringen bij de transporten worden aanzien als een verzuim om Capaciteit ter beschikking te stellen die werd toegewezen in een Veiling.

(3) De Transmissienetbeheerders en het Veilingbureau zijn noch gezamenlijk noch hoofdelijk aansprakelijk voor Biedingen en/of Kennisgevingen van Overdracht en/of Kennisgevingen van Teruggave die niet voldoen aan de bepalingen van dit Reglement en garanderen evenmin – hoewel zij zich zullen inspannen naar best vermogen om dit te beletten – dat de daarin vervatte informatie, zelfs al wordt deze als vertrouwelijk behandeld, niet ter kennis zal komen van derden.

#### Artikel X.3 Vertrouwelijkheid

## Niet bindend – Nederlandstalige versie enkel voor informatiedoeleinden

(1) De Transmissienetbeheerders en het Veilingbureau zullen alle informatie die hun overeenkomstig dit Reglement wordt meegedeeld als vertrouwelijk behandelen en zullen deze informatie niet bekend maken aan derden zonder de voorafgaande toestemming van de betrokken Bieder, Overnemer of Transporteur.

(2) Paragraaf (1) is niet van toepassing op de bekendmaking van informatie aan:

- regerings-, administratieve en regulerende instanties voor zover deze bekendmaking verplicht is,
- een rechtbank of een arbiter voor zover deze bekendmaking wordt opgelegd door de rechtbank of de arbiter, of noodzakelijk is om een vordering te ondersteunen of zich tegen een vordering te verdedigen,
- de Transmissienetbeheerders en/of het Veilingbureau,
- consultants voor diegenen welke zijn aangewezen door de Transmissienetbeheerders, het Veilingbureau of een van voornoemde organen en welke gebonden zijn door verbintenissen inzake vertrouwelijkheid of beroepsmatige vertrouwelijkheidsverplichtingen.

### Artikel X.4 Scheidbaarheid

Indien een deel van dit Reglement door een bevoegde rechtbank of administratieve overheid als ongeldig, onwettig of onafdwingbaar wordt beschouwd, zullen de overige onderdelen verder geldig en uitvoerbaar blijven voor zover dit wettelijk is toegelaten.

### Artikel X.5 Toepasselijk recht en geschillen

(1) Dit Reglement en de Veilingen die daaronder plaatsvinden, worden uitsluitend beheerst door het Nederlandse recht.

(2) Geschillen worden beslecht door de bevoegde Nederlandse rechtbanken.

### Artikel X.6 Overmacht

De Partij die Overmacht inroept, stuurt een kennisgeving naar de andere Partij met een beschrijving van de aard van de Overmacht en de vermoedelijke duur daarvan.

De verplichtingen van een Partij die getroffen wordt door de Overmacht worden opgeschort vanaf de begindatum van de Overmacht, met uitzondering van de verbintenissen inzake vertrouwelijkheid die worden beschreven in Artikel X.3 'Vertrouwelijkheid'.

Toegewezen Capaciteiten waarvoor al is betaald en die door de Overmacht worden getroffen, worden terugbetaald voor de periode van die Overmacht in overeenstemming met Artikel I.8B.

De Partij kan in geen geval verantwoordelijk of aansprakelijk worden gesteld om welke vergoeding ook te betalen voor geleden schade als gevolg van het niet uitvoeren of gebrekkig uitvoeren van al haar verplichtingen of een deel daarvan, wanneer het niet of gebrekkig uitvoeren te wijten is aan Overmacht. De Partij die Overmacht inroept, levert alle mogelijke inspanningen om de gevolgen en de duur van de Overmacht te beperken.

Duurt de Overmacht meer dan dertig (30) dagen, dan kan het Veilingbureau de deelname van de Partij schorsen en/of mag de Partij vragen haar deelname te beëindigen door het versturen van een kennisgeving per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs en met een passende verklaring, indien de Overmacht nadelige gevolgen heeft op de essentiële verplichtingen van de Partijen in het kader van dit Reglement. De schorsing of beëindiging treedt in werking op de datum van ontvangst van genoemde kennisgeving.

Niet bindend – Nederlandstalige versie enkel voor informatiedoeleinden

**Afdeling XI Inwerkingtreding en overgangsbepalingen**

**Artikel XI.1 Inwerkingtreding**

Dit Reglement treedt in werking op 1 januari 2008, onder voorbehoud echter van de overgangsbepalingen in de onderstaande Artikelen.

---